

Il sera difficile de récupérer l'argent public détourné

Tipaza

Identification de deux terroristes parmi les trois abattus

Page 24

Les DEBATS

Votre quotidien national

Gaid Salah l'a réitéré hier à Ouargla

«Nous n'avons aucune ambition politique»

Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a salué, hier à Ouargla, «l'élan populaire» qui s'est propagé à travers tout le pays pour exprimer «la forte adhésion du peuple autour de son armée».

Page 3



Avocat de la RASD

Les dirigeants africains appelés à suspendre le Maroc de l'UA



L'avocat de la République sahraouie, le professeur Femi Flana, a appelé l'Union africaine à suspendre le Royaume du Maroc de l'organisation continentale, soutenant que «deux ans après son adhésion, le Royaume prouve qu'il ne partage pas les mêmes principes et valeurs pour lesquels luttent les gouvernements et les peuples d'Afrique».

«Deux ans après son adhésion à l'Union africaine, le Maroc n'a pas renoncé à sa politique expansionniste aux dépens du peuple sahraoui et de ses droits fondamentaux, notamment le droit à l'autodétermination, la souveraineté sur ses terres et ses ressources naturelles», a souligné M. Flana, lors de son intervention à la Conférence tenue vendredi au Sénat français à Paris sur la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles, indiquant que l'organisation continentale doit suspendre le Maroc qui ne respecte pas les principes et ne respecte pas les lois et la souveraineté d'un autre pays membre de cette organisation, qui a été fondée par des dirigeants africains dans le but de s'unir contre les puissances coloniales et de protéger de toute exploitation les pays et les peuples de notre continent.

M. Flana a ajouté que le régime marocain essayait toujours d'influencer le groupe de pays soutenant la République arabe sahraouie démocratique, soulignant que les «efforts» de Rabat pour rejoindre le groupe des pays de l'Afrique de l'Ouest, connus pour leur soutien ferme et franc au peuple et au gouvernement sahraouis et à l'indépendance du Sahara occidental, «vont pour infiltrer le mouvement et décourager cette position qui est conforme au droit international et à toutes les résolutions des Nations Unies et du Conseil de sécurité, en particulier avec les principes de l'Union africaine et les idéaux et valeurs qu'il défend depuis longtemps».

Page 6

Eliminatoires CAN 2021 (2^{ème} journée-Gr. H) / Botswana 0 - Algérie 1

Les Verts réussissent un sans-faute

Page 18



Selon le professeur en économie Abdelhak Lamiri

Il sera difficile de récupérer l'argent public détourné

Le professeur en économie, Abdelhak Lamiri, souligne la difficulté de récupérer l'argent public détourné en Algérie. Il explique sa vision par le retard qu'a pris l'Algérie pour engager les procédures nécessaires à l'international pour récupérer les fonds volés et transférés à l'étranger.



Par Rachid Chihab

Abdelhak Lamiri, docteur en économie, a évalué globalement les détournements financiers opérés au cours des dix dernières années à quelque 500 milliards de dollars. Selon lui, «il ne pourra être possible d'en récupérer qu'une infime partie», en raison, souligne-t-il, «des grands retards déjà accusés pour agir». Intervenant, mardi, à l'émission l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, celui-ci rappelle que des Etats confrontés à des situations similaires ont réussi leur démarche, parce que, dit-il, ont agi «très vite». M. Lamiri cite l'exemple de l'Egypte où, immédiatement après la chute du président

Moubarak, des notes ont été adressées aux banques étrangères pour bloquer des comptes permettant ainsi de récupérer «plus de 90% des ressources détournées». Il cite également l'exemple de la Tunisie laquelle, en réagissant rapidement, a réussi à mettre la main sur «l'argent de la corruption» déposé à l'étranger, constatant qu'en ce qui concerne l'Algérie, «il n'y pas eu d'actions dans cette direction». L'invité prévient que plus on attend, plus les sommes détournées vont être dirigées vers des paradis fiscaux, «d'où il sera extrêmement difficile de les récupérer (...) Nous avons, constate-t-il, perdu beaucoup de temps que nous risquons de payer cher». Pour réussir cependant ce pari, il conseille

d'utiliser le canal diplomatique et, d'autre part, en appeler à la coopération de l'organisme multi-gouvernemental agissant sous l'égide de l'ONU, «qui aide les pays placés dans la même situation à récupérer leurs dus». M. Abdelhak Lamiri ne peut cependant s'empêcher de s'interroger sur ce qu'il adviendra par la suite des ressources qu'il aurait été possible de récupérer, «si l'on continue d'avoir à faire au même système économique». Pour lui, «les ressources risqueraient alors d'être de nouveau dilapidées faute, relève-t-il, d'avoir des institutions capables de créer de la richesse» à la place des appareils administratif et économique actuels, «qui détruisent la richesse». Sur le plan économique, il dira que la

situation est alarmante. «La croissance démographique dépasse celle de l'économie nationale ce qui signifie que le niveau de vie des Algériens baisse», a-t-il indiqué. Il ajoute : «Cette situation difficile se compliquera davantage avec l'épuisement des réserves de change en 2023». Poursuivant son analyse, il dira que l'Algérie fonctionne sans stratégie et sans ambition. Pire encore, il s'étonne de la volonté de régler la crise économique sans le savoir. «Nous ne pouvons pas régler la crise de logement, du chômage et autres qu'avec le savoir et la science», souligne-t-il. Il enchaîne : «C'est avec l'industrie du savoir que nous allons changer les choses».

R. C.

Réfection des chemins de wilayas et vicinaux

Un nouveau programme doté de 40 milliards DA

Une enveloppe financière de l'ordre de 40 milliards de DA a été allouée au titre du nouveau programme de 2020 pour la prise en charge d'opérations de réfection et de maintenance des chemins de wilayas et vicinaux notamment dans le grand Sud algérien et les Hauts plateaux, a annoncé lundi à Nâama le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Koraba.

Inspectant des chantiers de confortement et de rénovation de plusieurs axes routiers dans le cadre de la deuxième et dernière journée de sa visite dans la wilaya, M. Koraba a affirmé que son département ministériel accorde un grand intérêt au programme de 2020 comportant des projets de réhabilitation et de modernisation des axes routiers endommagés par les intempéries surtout ceux situés dans le Sud du pays, les Hauts plateaux et dans les zones frontalières.

Le ministre a fait part, à ce propos, de la prise en charge totale de la route sur la bande frontalière du territoire de Nâama reliant l'extrême nord-ouest de la wilaya au sud-ouest sur une distance de 630 kilomètres, soulignant que les affectations budgétaires nécessaires seront mobilisées au titre de l'exercice prochain pour l'achèvement des travaux d'ouverture de pistes et leur aménagement, ainsi que le revêtement de 112 km restants de cet axe important.

S'agissant du programme de confortement, d'aménagement et de dédoublement des routes nationales dont la RN 6 dans son tronçon reliant les wilayas de Nâama et de Béchar, Mustapha Koraba a indiqué qu'un budget a été débloqué au titre du programme de l'exercice prochain pour la réalisation des tronçons restants du dédoublement de cette voie.

En visitant le chantier de réhabilitation du chemin de wilaya 5 (CW 5) en cours pour la prise en charge de 20 km de cet axe dans son tronçon reliant les communes de Sfisifa et Djenine Bourezk qui enregistre un taux d'avancement de 60 %, le ministre a insisté sur l'accélération du rythme des travaux et la réduction des délais de réception du projet, surtout que la région enregistre durant la période hivernale des crues des oueds ce qui nécessite de corriger les points noirs en urgence en accordant un intérêt à la maintenance périodique de ces accès pour désenclaver les régions éloignées de la wilaya.

R. N.

Intelligence économique

Tamazirt pour une synergie entre les intervenants

La ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt, a appelé mardi à Alger à la mise en place d'une synergie entre les centres de recherche, les universités et l'entreprise pour concrétiser les résultats de l'innovation académique.

«Les centres de recherche et les universités, lieux d'innovation technique et technologique où la veille stratégique et l'intelligence économique devraient occuper une place prépondérante à travers l'association des trois monde : l'entreprise, l'université et la recherche scientifique», a-t-elle indiqué dans une allocution lue en son nom par le directeur général de la veille stratégique des études et des systèmes au ministère de l'Industrie et des Mines, Bouaraba Youcef, lors d'un colloque international sur «la veille stratégique et l'intelligence économique». La ministre a considéré que

les ingrédients pour améliorer les performances des entreprises en place, existent mais il reste à définir les méthodologies pour mettre en synergie les entreprises, les centres de recherche, les centres de formations, ainsi que les organismes d'appui sectoriel.

Evoquant l'environnement international actuel de l'entreprise, marqué par la fluctuation des cours de pétrole, la ministre a estimé que la relance des activités industrielles constitue l'un des piliers d'une stratégie de diversification économique pour sortir l'Algérie de sa dépendance aux hydrocarbures.

Elle a, cependant, rappelé que les entreprises étaient confrontées à un contexte de concurrence mondialisée et de l'explosion de l'innovation devenue un des critères de la compétitivité. Soulignant l'importance d'un système de veille pour développer l'innovation et la compétitivité

de l'entreprise et la prévention des risques, Mme Tamazirt a considéré que les exigences en matière d'information revêtent un caractère stratégique, tant pour l'entreprise que pour les institutions économiques.

Mme Tamazirt a jugé que les entreprises disposant de système de veille, possèdent «des capacités leur permettant de s'adapter au marché, d'anticiper les risques et les opportunités, ainsi que de contribuer à la prise de décision au bon moment».

Au niveau national, la ministre a expliqué que le développement de la compétitivité se traduisait par la mise en place d'un cadre législatif de la recherche scientifique mieux adapté grâce à la loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique qui permet à l'Algérie de tirer profit des infrastructures de recherche, d'ac-

céder au financement et d'acquérir les outils nécessaires pour l'innovation.

Au niveau sectoriel, a-t-elle poursuivi, la loi relative au développement de la PME a prévu une aide matérielle et immatérielle aux associations et groupement visant le renforcement de l'intégration des chaînes de valeur.

Elle a rappelé que son département ministériel accompagne la mise en place de dispositif de veille et d'intelligence économique et l'établissement d'un système d'information à cet effet.

«Il s'agit de s'appuyer sur l'expertise nationale en coordination avec tous les acteurs», a-t-elle expliqué, assurant que plus de 180 cadres ont été formés à cet effet.

Ces compétences, a-t-elle ajouté, devraient être encouragées pour prendre en charge la veille de manière professionnelle afin de sécu-

riser et de pérenniser l'activité de l'entreprise.

La ministre a, enfin, souligné que l'organisation de ce forum permet d'offrir aux acteurs économiques l'opportunité de se rencontrer d'examiner et d'échanger les idées sur les démarches et les bonnes pratiques en matière de dispositif de veille et d'intelligence économique, invitant toutes les entreprises à collaborer pour la réussite de cette opération.

Le Colloque international sur la veille stratégique et l'intelligence économique, qui s'étale sur deux jours, devrait aboutir, grâce à la contribution des chercheurs et experts, à définir les axes stratégiques en matière de veille et d'intelligence économique de manière à apporter leur contribution au développement économique et social du pays.

Reda A.

Gaid Salah l'a réitéré hier à Ouargla

«Nous n'avons aucune ambition politique»

Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a salué, hier à Ouargla, "l'élan populaire" qui s'est propagé à travers tout le pays pour exprimer "la forte adhésion du peuple autour de son armée".



Par S. A. Mohamed

Réaffirmant que l'armée n'a " aucune ambition politique et nos objectifs ne sont autres que nationalistes ", le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a salué, hier à Ouargla, "l'élan populaire" qui s'est propagé à travers tout le pays pour exprimer "la forte adhésion du peuple autour de son armée", et l'appel "à se diriger massivement" aux urnes le 12 décembre prochain "Je tiens à affirmer, une fois encore, en cette honorable occasion, que nous enregistrons avec une grande admiration et fierté, cet élan populaire qui s'est propagé à travers tout le pays, lorsque toutes les franges de notre peuple, toutes catégories confondues, hommes, femmes, jeunes,

étudiants et vieux, sont sortis dans une des plus belles images de la cohésion, la solidarité et l'adhésion du peuple autour de son Armée, scandant, d'une seule et même voix, des slogans patriotiques exprimant dans leur ensemble la volonté de se diriger massivement aux urnes le 12 décembre prochain, afin de faire réussir la Présidentielle et contribuer par conséquent à édifier un avenir prometteur. Tel est le peuple algérien et telle est l'Algérie", a déclaré le général de corps d'armée lors de sa visite de travail et d'inspection à la 4ème Région militaire à Ouargla selon un communiqué du MDN. "Partant, notre attitude envers notre peuple est toujours basée sur l'action et le travail et non pas uniquement par les paroles. En effet, nous estimons, au sein de l'Armée Nationale Populaire, que les paroles sincères sont celles

qui se concrétisent réellement sur le terrain, celles que les citoyens perçoivent leur sincérité et ressentent leur fidélité et dévouement. D'ailleurs, nous n'avons aucune ambition politique et nos objectifs ne sont autres que nationalistes, des objectifs pour le bien de l'Algérie et de son peuple. Ce peuple auquel nous sommes fiers d'appartenir, fiers également de connaître de manière approfondie et globale ses orientations de principe", a-t-il soutenu. "Ces orientations populaires envers lesquelles nous avons de tout temps et continuons à avoir des positions constantes et œuvrons en même temps à être une source de sécurité et de protection pour notre peuple", a-t-il soutenu. "Le peuple algérien a pu réaliser, grâce à sa prise de conscience, son accoutumée ingéniosité et son sens patriotique illustre, à travers les marches populaires

fidèles à leur patrie et appuyant son armée et son commandement nationaliste moudjahid, les intentions de ces parties haïneuses que la cohésion du peuple avec son armée dérangeant", a dit le Général de Corps d'Armée, Gaïd Salah, ajoutant que "ces ennemis ont compris que l'authentique ligne de conduite fidèle à la glorieuse Révolution de Novembre, est la ligne de conduite qui récolte victoire après victoire". "La vérité s'élève au-dessus de tous et rien ne peut s'élever au-dessus d'elle, et le dernier mot reviendra toujours aux hommes libres et dévoués qui ont su préserver le serment des vaillants Chouhada et qui se tiennent en rempart face à ceux qui ont causé cette crise, parmi la bande et ses inféodés qui ont perdu tout lien avec le peuple algérien et toute relation avec son histoire et ses principes patriotiques authentiques", a-t-il soutenu. "Cette adhésion qui signifie indubitablement que notre peuple a constaté concrètement que son Armée est restée attachée effectivement et sur le terrain, voire en son for intérieur, au principe de rester toujours au sein du peuple algérien, grâce à son Commandement moudjahid imprégné des valeurs de fidélité envers cette chère patrie, et des principes d'attachement dévoué aux constantes fondamentales de l'identité nationale et œuvrant fidèlement à préparer le terrain afin que règnent ces valeurs et ces principes et deviennent effectivement le socle sur lequel sera bâti l'Etat algérien dans son authentique creuset novembriste comme l'ont voulu les vaillants Chouhada et pour lequel les braves Moudjahidine ont combattu", a-t-il conclu.

S.A.M.

Campagne électorale

Les candidats promettent des réformes politiques et économiques

Par Karima Nacer

Les candidats à la présidentielle du 12 décembre prochain continuent de sillonner le pays, rencontrant des citoyens et animant des meetings en vue d'expliquer leur programme électoral. Les aspects politiques et économiques sont prédominants et la promesse de réforme est l'un des engagements phares des prétendants au Palais d'El Mouradia. Hier, le candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune a promis à Bechar, la révision de l'actuelle Constitution et de la loi électorale. "Si je suis élu président de la République, je procéderai à la révision de la Constitution pour codifier les revendications du hiraq populaire, éviter l'autocratie et outrepasser l'économie basée sur l'exclusion d'une partie au détriment d'une autre", a-t-il déclaré lors d'un meeting tenu à la maison de la Culture de la wilaya, au troisième jour de sa campagne électorale. Mettant l'accent sur la nécessité de "respecter les opinions de ceux qui s'opposent à l'élection Présidentielle", il a estimé que la non-tenu de cette échéance électorale "entraînera le pays dans une impasse (...) aux conséquences imprévisibles. Tout un chacun

est tenu d'assumer ses responsabilités". Le candidat s'est engagé à "remettre le flambeau aux jeunes, tout en leur accordant des postes de responsabilités dans tous les secteurs politiques et économiques".

Animant un meeting populaire à El Oued, Ali Benflis a appelé ses opposants et les réticents à l'élection, à une parole commune et au dialogue en vue de trouver une issue à la crise que traverse le pays, refusant tout lien avec l'ancien système qu'il avait rejeté dès le deuxième mandat de l'ex-président.

Le prétendant à la présidentielle, a présenté son programme d'urgence nationale visant la modernisation politique et économique, lequel prévoit, dans son volet politique, la protection de l'opposition et l'activation de son rôle, la consécration de la liberté de presse publique et la libéralisation de la presse privée, dans la mesure du possible et sans complexe, en lui garantissant le droit à la publicité publique. Le candidat a précisé que son programme accordait une importance extrême aux cadres qui sont, selon lui, un fort imprévisible pour la pérennité de l'Etat, d'où la nécessité de les protéger, ainsi que les catégories vulnérables.

Azzedine Mihoubi, SG par intérim du parti RND, qui a animé un meeting à Médéa a déclaré que les élections ne sont pas une invention, mais, elles consistent à mettre en œuvre les articles 7 et 8 de la Constitution tels que réclamés par le peuple. Il a précisé que le fléau de la bureaucratie qui, selon lui, a créé la méfiance entre le peuple et les responsables.

Après avoir mis en garde les jeunes contre la passivité, Abdelkader Bengrina, les a appelé à sortir voter le 12 décembre. "Nous choisissons l'Algérie et nous devons envahir les bureaux de vote pour déjouer les plans de la bande ", a-t-il déclaré. Il a insisté également sur l'importance de la régularité du scrutin pour éviter les scénarios de la Libye et de la Syrie. Il a par ailleurs, appelé au nécessaire respect de tous les avis concernant le scrutin présidentiel.

Le candidat du Front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaid s'est engagé à ouvrir, s'il est élu à la tête du pays, un dialogue sans exclusive avec l'ensemble des Algériens pour diagnostiquer et disséquer la situation en prévision de l'édification d'une nouvelle République bâtie par les Algériens et fondée sur l'égalité, le travail et la loi.

K.N.

Education nationale

Le calendrier des compositions du 1er trimestre inchangé

Le ministère de l'Education nationale a affirmé, lundi, qu'aucun changement n'est intervenu dans le calendrier des compositions du premier trimestre, a indiqué un communiqué de ce ministère.

"Des médias ont relayé des informations faisant état de changements dans le calendrier des compositions du premier trimestre de l'année scolaire en cours", a rappelé le ministère, assurant, dans ce sens, qu'aucun changement n'est intervenu dans les dates des compositions, et ce conformément à l'instruction ministérielle numéro 720 du 5 novembre 2019".

Tout en remerciant les médias pour l'intérêt porté pour l'Education, le ministère a affirmé être à leur disposition pour vérifier toute information et leur fournir les informations justes.

R. N.

Relations internationales

L'Algérie croit en l'action multilatérale

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a affirmé, lundi à Genève (Suisse), que l'Algérie croyait en l'action multilatérale dans les relations internationales et plaide pour son application impérieuse.

Intervenant lors d'une réunion du comité préparatoire de la 5e conférence mondiale des présidents de Parlements, prévue à Genève, M. Chenine a insisté sur la nécessaire "implication" des grands Etats dans les efforts de croissance des pays pauvres notamment ceux constituant un foyer de terrorisme, a indiqué un communiqué de l'APN.

La réflexion devrait désormais être orientée vers le redéploiement des efforts de l'être humain, particulièrement au plan technologique, dans la réalisation des objectifs et buts nobles, a-t-il souligné, avant de préciser que l'Algérie croit en l'action multilatérale et plaide pour son application impérieuse dans les relations internationales.

"Tout le monde souhaite trouver une solution au phénomène de l'extrémisme et d'autres fléaux issus, dans leur majorité, de l'ambiguïté qui imprime le soulèvement des revendications hommes-femmes", a expliqué M. Chenine, appelant au respect des perspectives en veillant à l'application du principe d'égalité.

R. N.

Ceux liés à la numérisation en tête

Plaidoyer pour une assurance contre les nouveaux risques

Des experts en assurance ont plaidé, lundi à Alger, pour un partenariat entre les compagnies d'assurance nationales et des sociétés internationales spécialisées, et pour la mise en place de contrats adaptés à l'assurance contre les nouveaux risques, notamment ceux liés à la numérisation.



Lors d'un séminaire au profit des dirigeants des entreprises sur le thème: "L'Assurance entre innovation et accompagnement", organisé par la Compagnie d'assurances des hydrocarbures "CASH", les participants ont préconisé d'opter pour des partenaires classés, qui prennent en charge le remboursement de la valeur des dégâts d'une certaine catégorie de client, qui parfois, dépassent le capital de la compagnie d'assurance contractante.

Dans ce cadre, M. Abdellah Bidaoui, Directeur général du Bureau régional Asie du réassureur "Kuwait

Re" (Kuwait Réassurance compagny) a indiqué que les compagnies nationales sont obligées, au vu des nouveaux risques qui requièrent des contrats adaptés, de recourir à la coopération avec de compagnies mondiales classées.

De son côté, M. Boudjigha Sofiane, expert en assurance, a précisé que ce procédé passe par la conclusion de contrats de réassurance avec les partenaires, qui permettent au client de reprendre rapidement son activité.

Les participants ont évoqué les nouveaux risques en matière de numérisation et de nouvelles technologies, à l'instar des crimes cyberné-

tiques.

A ce propos, le directeur des opérations techniques de CASH Assurance, Mehdi Chelouche a expliqué que la compétence d'une compagnie d'assurance est évalué par sa capacité à répondre lorsque le client est exposé à un sinistre quelconque.

Il a ajouté qu'avec la recrudescence des risques au niveau mondial, notamment naturels et l'émergence des risques de la numérisation, des nouvelles technologies et de gestion, il est désormais impératif d'élargir les produits d'assurance et d'agrandir le cercle des partenaires.

L'expert a affirmé, par

ailleurs, que la cybercriminalité était une menace pour 50% des entreprises nationales, dont 27% pour des défaillances internes.

Au niveau international, des pertes financières estimées à 166 milliards de dollars ont été enregistrées en 2018, dont 77 milliards de dollars de pertes liées à des biens assurés.

Les experts ont mis l'accent sur l'importance du développement du capital humain et de l'amélioration de la qualité des formateurs en matière d'assurance, notamment pour les risques du marché et le domaine des affaires.

H. L.

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 61 dollars mardi à Londres

Les prix du pétrole étaient orientés à la baisse mardi en cours d'échanges européens, dans le sillage de la veille, les yeux braqués sur les négociations commerciales sino-américaines et les remous au Moyen-Orient.

Ce mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 61,91 dollars à Londres, en baisse de 0,85% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour décembre lâchait 0,91% à 56,53 dollars.

La veille, le Brent a perdu 1,4% et le WTI 1,2%. Les inquiétudes sur les "progrès limités" des discussions entre les Etats-Unis et la Chine "pèsent sur les prix", a constaté Al Stanton, analyste.

Ce dernier pointe des informations de presse indiquant un certain flou à Pékin sur les espoirs d'un accord commercial, alimenté par des propos de Donald Trump estimant qu'il n'y avait "pas d'accord pour supprimer les droits de douanes" que s'imposent mutuellement les deux premières puissances économiques mondiales.

"L'humeur se fait plus pessimiste à Pékin", a abondé Craig Erlam, analyste.

"Cependant, les pertes sont limitées par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient," a ajouté M. Stanton, citant la saisie dimanche d'un navire remorquant une plateforme de forage en mer Rouge par des rebelles Houthis du Yémen, une information rendue publique lundi par la coalition militaire sous commandement saoudien.

L'Iran traverse également une période agitée: depuis vendredi, des manifestations violentes contre une hausse soudaine du prix de l'essence ont fait au moins deux morts et ont poussé Téhéran à couper l'accès à internet.

Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Iran dispose des quatrième réserves prouvées de pétrole au monde, selon la dernière édition du "Bilan statistique de l'énergie mondiale" publié chaque année par le groupe pétrolier britannique BP.

F. K.

A l'horizon 2021

«Les exportations du ciment atteindront 400 millions de dollars»

Le ministre du Commerce Saïd Djellab a révélé lundi soir à Biskra que "les exportations du ciment algérien atteindront 400 millions de dollars à l'horizon 2021".

"Les recettes d'exportation du ciment algérien de l'ordre de 20 millions de dollars en 2018 ont triplé cette année et ont atteint 60 millions de dollars et les indicateurs soulignent que les exportations en la matière atteindront 400 millions de dollars à l'horizon 2021" a déclaré le ministre à la presse en marge d'une cérémonie d'exportation d'une cargaison de ciment du groupe industriel Cilas de la commune de Djemoura.

Il a ajouté que l'Algérie dont les capacités de production de ciment ont atteint 40 millions de tonnes/an est capable d'exporter jusqu'à 20 millions de tonnes relevant que les besoins du marché local en ciment avoisinent 22 millions de tonnes/an.

Le ministre a relevé que des "marché promoteurs" dans la commercialisation du ciment, le clinker notamment s'ouvrent à l'Algérie dans l'Afrique de l'Ouest, en Guinée Bissau, au Sénégal, au Gabon et au Mali soulignant que "l'Algérie peut répondre aux besoins des marchés de ces pays et peut devenir leur premier fournisseur en ciment en 2020".

Le ministre a présidé au siège du groupe Cilas la cérémonie de deux opérations d'exportation de 35 000 tonnes de ciment vers la Côte d'Ivoire via le port d'Annaba et de 300 000 tonnes vers d'autres pays africains par la voie terrestre indiquant que la groupe Cilas a exporté durant l'année en cours en 13 opérations un total de 500 000 tonnes de ciment.

La cimenterie du groupe industriel privé Cilas de Djemoura, entrée en exploitation en 2016, emploie actuellement 600 salariés et est dotée des équipements de pointe dont le broyeur de clinker. La cimenterie est considérée comme une des infrastructures phare de la région dans le domaine de production des matériaux de construction, selon les données de la fiche technique de l'unité.

K. L.

CASH assurances

De nouvelles offres dans le domaine du numérique et des énergies renouvelables

La Compagnie d'assurances des hydrocarbures (Cash Assurance) envisage de mettre sur le marché de nouvelles offres, à l'image de l'assurance sur les dangers de la numérisation, la gestion, les énergies renouvelables et les PME, a fait savoir, lundi à Alger, la Pdg cette compagnie, Mme Widad Belhouchet.

Intervenant lors d'un séminaire sur "L'assurance entre innovation et accompagnement", organisé au Centre international des Conférences (CIC) Abdellatif Rahal, à Alger, Mme Belhouchet a indiqué que la compagnie publique "Cash Assurance" examinait ces nouveaux produits pour définir le type de couverture à

offrir au client.

Concernant cette rencontre, la première responsable de Cash

Assurance a mis en avant l'importance de tenir le client informé des nouveautés du marché des assurances, de leur donner une idée sur les produits disponibles et sur l'importance des prestations de la réassurance qui peuvent permettre aux usines et compagnies de reprendre rapidement leurs activités après s'être exposés à des risques.

Classée à la quatrième place au niveau national, la Cash Assurance détient 16 % des parts du marché (dont 8% pour les assurances des véhicules) et œuvre à la présentation de solutions aux

problèmes des assurés et à la promotion des nouveaux produits qui répondent essentiellement aux préoccupations des clients.

Concernant les résultats de la Compagnie, Mme Belhouchet a souligné que Cash Assurance, a réalisé un chiffre d'affaires de l'ordre de 10,3 milliards de dinars durant les six premiers mois de l'année en cours, un chiffre qui devrait augmenter à la fin de l'année 2019, ajoutant que la moyenne de croissance de la Compagnie a atteint 11% en 2018, ce qui prouve, a-t-elle dit, "l'adaptation de la Compagnie avec les nouvelles conditions du marché".

H. R.

Parc industriel national de Larbaâatche (Boumerdés)

Les travaux d'aménagement parachevés dans six mois

Le chantier d'aménagement et équipement du Parc industriel national de Larbaâatche (à l'ouest de Boumerdés), devrait prendre fin dans les six prochains mois, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur local de l'industrie et des mines (DIM).



Le taux d'avancement des travaux d'aménagement de cette zone industrielle, créée dans le cadre du programme gouvernemental portant création de 50 parcs industriels similaires à travers le pays, est actuellement estimé à plus de 26%", a indiqué à l'APS Achouri Nadjib.

Ajoutant que "le chantier d'aménagement de ce parc industriel a enregistré de nombreux arrêts, dans le passé, dus à divers motifs liés essentiellement à des changements dans son plan d'aménagement, outre les intempéries".

Il a assuré, néanmoins, que l'entreprise réalisatrice en charge "est dans les délais fixés par le cahier des charges. Il lui reste entre six à sept mois de travaux pour finaliser le projet, selon les délais contractuels fixés", a affirmé M. Achouri, à ce sujet.

"Ce parc industriel national, s'étendant sur une assiette de 136 ha, a été reparti en trois zones principales, dont la première a été totalement achevée d'aménagement, au moment où les deux zones restantes sont en cours de travaux et seront réceptionnées dans les délais suscités", a-t-il, par ailleurs, souligné.

Les aménagements en cours au niveau de cette zone industrielle intégrée, suivant les normes mondiales en vigueur, englobent sa dotation avec différentes commodités vitales, outre des routes, des réseaux divers (eau, électricité) et de fibres optiques, des bâtiments administratifs, un hôtel, des banques, des restaurants, et une station de carburant, entre autres. Parallèlement à ces travaux d'aménagement et d'équipement affectés d'une enveloppe publique de plus de 2 mil-

liards de DA, le responsable a fait part de l'affectation, à ce jour, de 169 lots, en son sein, au profit d'investisseurs, sur un total de 257 lots disponibles.

La concrétisation de ces investissements, programmés au niveau de ce parc, sous la forme de complexes industriels et économiques divers, une fois sa mise en exploitation effective, ½ prendra entre 18 à 30 mois", a-t-il fait savoir, en outre.

Toujours selon M. Achouri, les investisseurs agréés au niveau de cette zone, dont il est attendue la création de 15.000 à 18.000 postes d'emploi, "ont été soumis à des conditions rigoureuses, avant l'obtention des autorisations d'exploitation, notamment en présentant une étude de faisabilité de leur projet et de son impact sur l'environnement et le milieu". A noter, que des actions sont, également, en cours au niveau de la

wilaya en vue du soutien des opportunités d'investissement, par la création de cinq nouvelles zones d'activités, sur une superficie globale de 200 ha, pour le renforcement des 32 zones d'activités déjà existantes. A cela s'ajoute, la création en cours de deux autres zones à Dellys et Cap Djinet (à l'Est), respectivement sur des assiettes de 60 et 40 ha. Le décret de leur création a été officiellement promulgué et leurs études d'aménagement ont été lancées, selon le responsable du secteur.

Parallèlement, d'autres dossiers ont été introduits en vue du reclassement, pour les mêmes fins (création de zones d'activités), d'une assiette de 40 ha à "Touachena", dans la commune de Boudouaou (au Nord) et d'une autre de 60 ha à "Zaâtra", à Zemmouri, à l'Est.

R. T.

Commerce

Donner une valeur ajoutée à la datte algérienne

Le ministre du Commerce, Saïd Djelab, a mis l'accent lundi à Biskra sur l'importance de "donner une valeur ajoutée" à la datte algérienne au regard de sa "qualité supérieure."

Dans une conférence de presse conjointe avec les ministres de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et des Ressources en Eau, M. Djelab a considéré que "cette valeur ajoutée s'obtient par la certification et la qualité de l'emballage permettant d'assurer une marge bénéficiaire à l'opérateur étranger devant commercialiser ce produit".

"Nous ne devons pas continuer à dévaloriser la qualité de la datte algérienne par rapport à celles des autres pays", a indiqué le ministre, relevant que ce produit "symbole et de qualité ne doit en aucun cas atteindre les marchés étrangers à un prix inférieur à 2,5 euros le kilogramme", car, a-t-il dit, ceux qui l'exportent à un prix inférieur, comme l'indiquent certaines données, "privent la datte algérienne de sa valeur ajoutée" au moment où le marché mondial "se montre prometteur pour la datte algérienne vu sa qualité".

Le ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Cherif Amari, a affirmé, de son côté, que 40 % de la production nationale de dattes qui avoisine 12 millions de quintaux sont assurés par la wilaya de Biskra et se caractérise par "sa qualité supérieure ce qui facilite sa pénétration dans le marché mondial dans le cadre de la diversification des exportations."

M. Amari a insisté, à ce propos, sur l'organisation de diverses filières agricoles.

Le ministre des Ressources en eau, Ali Hamam a souligné, pour sa part, qu'un travail concerté entre les deux secteurs (l'hydraulique et l'agriculture) vise à "exploiter rationnellement et par le recours aux technologies modernes les eaux souterraines et superficielles", avant de rappeler les facilités accordées aux agriculteurs pour l'exploitation de l'eau en irrigation agricole.

Les ministres de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, du Commerce et des Ressources en eau ont présidé lundi à Biskra l'ouverture de la 5ème édition du salon international des dattes qui se tient pendant trois jours à l'école régionale des sports olympiques de la capitale des Ziban.

APS

Loi organique relative aux lois de Finances

Loukal met en avant l'importance de l'amendement

Le ministre des Finances, Mohamed Loukal, a réitéré, lundi à Alger, l'impératif d'amender les dispositions de l'article 18 de la Loi organique relative aux lois de Finances afin de permettre au secteur des hydrocarbures de proposer et de légiférer en matière fiscale.

Lors de la présentation du projet de loi organique modifiant et complétant la Loi organique 18-15 du 2 décembre 2018 relative aux lois de Finances devant la commission des affaires économiques et financières du Conseil

de la nation, en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Fethi Khouil, M. Loukal a expliqué que l'objectif de cet amendement est la flexibilité pour permettre au législateur d'inclure des avantages exclusivement réservés à l'activité des hydrocarbures ou aux activités à venir dans le domaine (recherche, prospection, exploitation et production). Cette loi permettra la légifération en matière fiscale par d'autres textes outre les lois de Finances, notamment la loi relative aux hydrocarbures,

a-t-il poursuivi. En effet, la loi 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de Finances, modifiée et complétée, prévoit en son article 13, des dispositions permettant la légifération en matières fiscale, domaniale et pétrolière, outre l'investissement à travers des lois autres que les lois de Finances, notamment la loi relative aux hydrocarbures.

Cet article stipule qu'"outre les lois prises en matières fiscale, domaniale et pétrolière, seules les lois de finances peuvent prévoir des dispositions relatives à

l'assiette, aux taux et aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature ainsi qu'en matière d'exonération fiscale".

Dans ce contexte M. Loukal a indiqué que compte tenu l'importance du secteur des hydrocarbures, et à l'effet de renforcer le rôle de la compagnie Sonatrach en tant qu'opérateur économique au service du développement du pays dans les domaines de la recherche, la prospection, l'exploitation et la production pour ce qui est des activités à venir, "il faudrait revoir l'article 18 susmen-

tionné, afin de permettre au législateur d'introduire des amendements à travers la loi sur les hydrocarbures et de prévoir des dispositions fiscales en ce sens.

Par ailleurs, le ministre a rappelé que la modification de la loi organique relative aux lois de finances visait essentiellement à imprimer une certaine flexibilité dans le traitement de l'investissement direct étranger (IDE) au service de l'économie nationale en captant les grandes compagnies pétrolières mondiales.

T. L.

Avocat de la RASD

Les dirigeants africains appelés à suspendre le Maroc de l'UA

L'avocat de la République sahraouie, le professeur Femi Flana, a appelé l'Union africaine à suspendre le Royaume du Maroc de l'organisation continentale, soutenant que "deux ans après son adhésion, le Royaume prouve qu'il ne partage pas les mêmes principes et valeurs pour lesquels luttent les gouvernements et les peuples d'Afrique".



"Deux ans après son adhésion à l'Union africaine, le Maroc n'a pas renoncé à sa politique expansionniste aux dépens du peuple sahraoui et de ses droits fondamentaux, notamment le droit à l'autodétermination, la souveraineté sur ses terres et ses ressources naturelles", a souligné M. Flana, lors de son intervention à la Conférence tenue vendredi au Sénat français à Paris sur la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles, indiquant que l'organisation continentale doit suspendre le Maroc qui ne respecte pas les principes et ne respecte pas les lois et la souveraineté d'un autre pays membre de cette organisation, qui a été fondée par des dirigeants africains dans le but de s'unir contre les puissances coloniales et de protéger de toute exploitation les pays et les peuples de notre continent".

M. Flana a ajouté que le régime marocain essayait toujours d'influencer le groupe de pays soutenant la République arabe sahraouie démocratique, soulignant que les "efforts" de Rabat pour rejoindre le groupe des pays de l'Afrique de l'Ouest, connus pour leur soutien ferme et franc au peuple et au gouvernement sahraoui et à l'indépendance du Sahara occidental, "vont pour infiltrer le mouvement et décourager cette position qui est conforme au droit international et à toutes les résolutions des Nations Unies et du Conseil de sécurité, en particulier aux principes de l'Union africaine et les idéaux et valeurs qu'il défend depuis longtemps".

S'appuyant sur son "devoir en tant qu'Africain", M. Flana a ajouté que "nous nous sommes lancés au niveau du Nigéria au sein du Mouvement nigérian pour la libération du Sahara occidental, en collabora-

tion avec divers syndicats, une série de mesures, notamment la traçabilité des produits en provenance du Maroc au Nigéria et la mise en garde de toutes les entreprises du piège d'être impliquées dans l'importation continue de phosphat sahraoui".

En conclusion, M. Flana qui est également membre de l'Association du barreau africain, a souligné qu'il importait de renforcer les efforts et la coordination entre les amis du peuple et le gouvernement sahraoui pour souligner la situation au Sahara occidental et les souffrances des Sahraouis dans les villes occupées, en particulier les prisonniers politiques détenus par les autorités d'occupation marocaines et leurs actes de racisme et d'abus.

La conférence de Paris a été organisée par la sénatrice française, Christine Prunaud, en coopération avec l'Association des amis de la République arabe sahraouie

démocratique (AARASD). A l'ordre du jour de la conférence, des exposés et un débat sur les phénomènes juridiques et politiques relatifs à la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles ainsi que l'illégitimité de tout accord concernant l'exploitation de ses richesses sans son consentement et ce, dans le cadre de son droit légitime et inaliénable à l'autodétermination, selon les organisateurs.

R. K.

Contre la "Déclaration honteuse de Madrid" Grande manifestation dans la capitale espagnole

Des milliers de Sahraouis établis en Espagne et des membres d'associations de solidarité avec le peuple sahraoui dans diverses provinces, ont organisé une grande manifestation samedi à Madrid pour exiger du gouvernement espagnol l'annulation de la Déclaration honteuse de Madrid signée en 1975, ayant permis l'invasion marocaine des territoires sahraouis.

Les manifestants venus de diverses provinces espagnoles ont défilé dans les rues de la capitale espagnole pour une marche populaire de la place "Atocha" à la place "Las Prupentias", en face du ministère espagnol des Affaires étrangères.

Ainsi, les participants ont rappelé, au cœur de Madrid, la résistance héroïque du peuple sahraoui contre l'occupation illégale du Sahara occidental par le Maroc, tout en dénonçant l'indifférence honteuse des différents gouvernements de la "démocratie" espagnole, "complice des théories annexionnistes marocaines et indifférente aux violations des droits de l'Homme de la population sahraouie sans défense".

B. M.

La MINURSO «devient progressivement une mission de consolidation de l'occupation marocaine»

La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), déployée dans la région depuis 1991, "en plus de ne pas s'acquitter de sa mission principale, devient progressivement une mission visant à consolider l'occupation marocaine du territoire sahraoui", a déclaré le représentant du Front Polisario en France, Oubbi Bucharaya Bachir.

Le représentant du Front Polisario est revenu longuement lors de son exposé, lors de la Conférence internationale sur la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles tenue au Sénat français, sur les derniers développements concernant la question sahraouie, à la lumière de la récente résolution 2494 (2019) du Conseil de sécurité et de la position du Front Polisario sur la question.

"Le contexte entourant l'adop-

tion par le Conseil de sécurité des Nations unies de sa dernière résolution le 30 octobre est décevant et amène le peuple sahraoui à perdre espoir en la capacité et la volonté des Nations unies de résoudre le conflit, après six mois sans nomination de successeur de Kohler", ancien Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, a dénoncé le diplomate sahraoui.

S'exprimant lors de cette Conférence internationale tenue au cours du week-end à Paris, M. Bucharaya a souligné que le Front Polisario "n'accepterait pas la poursuite de la situation actuelle et prendrait des mesures décisives pour protéger le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance".

"Le Maroc ne peut pas continuer son intransigeance en essayant de détourner ou de bloquer le processus de règlement de

la manière actuelle sans le soutien inconditionnel qu'il reçoit des membres du Conseil de sécurité et de l'Union européenne", a-t-il ajouté. Et il a averti, à cet égard, que "ce type de soutien encourage le Maroc à poursuivre son

occupation et conduit la région à une nouvelle escalade et à la confrontation militaire, ce qui n'est pas dans l'intérêt de la région et de l'Europe".

Après avoir examiné l'action en justice intentée par le Front Polisario contre l'accord d'association UE-Maroc pour imposer la souveraineté du peuple sahraoui sur ses ressources naturelles, M. Bucharaya a rappelé que la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) avait prononcé trois condamnations historiques 2016 et 2018 en faveur du peuple du Sahara occidental.

Le diplomate a souligné également les résultats obtenus à cet

égard, indiquant qu'il était important d'exercer plus de pressions politiques, juridiques et sur le terrain, sur les autorités d'occupation marocaines, pour mettre fin aux pillages systématiques impliquant des partenaires étrangers, principalement des investisseurs européens.

Les participants à la Conférence tenue au Sénat, "se sont réjouis" du succès de la rencontre et se sont engagés à mener "toutes les actions nécessaires en direction de l'UE pour que s'appliquent les arrêts de la CJUE en faveur de la préservation des ressources du peuple sahraoui et ce jusqu'à son indépendance".

Dans une déclaration finale, les participants "se réjouissent du succès de cette conférence, qui a permis à nouveau d'affirmer de manière claire et juridiquement assurée la souveraineté du peuple sahraoui sur l'ensemble de ses ressources

naturelles" et rappellent que cette rencontre a été rendue possible "grâce à l'engagement de la sénatrice Christine Prunaud et à l'attention que la section relations internationales du Parti Communiste français porte à l'application du droit de la décolonisation, en particulier pour le peuple du Sahara occidental".

Cette Conférence de Paris organisée, aussi par l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (AARASD), "poursuit la réflexion déjà menée en octobre 2018 à Gonfreville-l'Orcher et s'inscrit dans le cadre du travail mené par les conférences annuelles de l'EUCOCO (Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui), celle de Paris-Vitry en 2017 et la suivante tenue à Madrid en 2018, se félicitent encore les participants".

F. K.

Khenchela

La prise en charge optimale des enfants diabétiques soulignée

Les participants à une journée de formation et de sensibilisation tenue, lundi, à l'établissement public hospitalier (EPH) Ahmed Benbella ont mis l'accent sur l'importance d'une prise en charge "optimale" des enfants diabétiques.



Au cours de cette rencontre, organisée par la direction locale de la santé en coordination avec l'hôpital mère-enfant «Salhi Belkacem», en présence de plus de 60 médecins généralistes, spécialistes et paramédicaux ainsi que les familles de patients, les participants ont également souligné l'importance de la prise en charge sociale, psychologique et médicale des enfants atteints de diabète.

Dans une allocution prononcée à l'occasion, le directeur local de la santé, Fayçal Nemouchi, a relevé pour sa part, l'importance de ces rencontres qui permettent aux professionnels de la santé de se former en permanence aux nouvelles technologies et d'en apprendre davantage au sujet des nouveaux médicaments qui contribuent à une prise en charge opti-

male des enfants diabétiques.

Il a ajouté que les médecins spécialistes sont appelés à conseiller les parents d'enfants atteints de diabète, en particulier les mères, sur la manière de traiter leurs enfants et d'identifier les symptômes de la maladie à un stade précoce pour mieux la contrôler.

De son côté, Dr. Hamida Baaziz, pédiatre à l'hôpital de Batna, a préconisé de rassurer les parents et à différer l'annonce de la découverte du diabète de leur enfant d'au moins 24 heures, en prenant soin d'annoncer le diagnostic de manière à ne pas les affecter sur le plan psychologique.

La spécialiste a ajouté que les médecins doivent apporter des éclaircissements aux membres de la famille de l'enfant diabétique au sujet de cette pathologie en tentant de la

simplifier et donner une lueur d'espoir au malade, car, selon elle, «l'aspect psychologique joue un rôle important dans le traitement des enfants».

Dr. Baaziz a également conseillé aux médecins présents de ne pas donner de pompe à insuline externe aux adolescents pour ne pas affecter leur psychisme, précisant que cette pompe est plus adaptée aux nourrissons, car elle administre des doses précises d'insuline tout au long de la journée, et de manière appropriée.

Cette pédiatre a admis, par ailleurs, lors de cette rencontre de sensibilisation et d'éducation sanitaire avec les parents de diabétiques qu'avoir un enfant malade dans la famille est l'un des cas les plus difficiles à gérer pour les parents et les enfants qui vivent ainsi sous une forte pression psychologique.

Elle a ajouté que «les parents sont tenus s'organiser et de surveiller la santé de leurs enfants afin de maintenir le taux de sucre dans le sang à un niveau le plus normal possible afin d'éviter toute complication pouvant nuire à la santé du patient».

Intervenant à son tour, Bouzid Zedira, chef du service prévention de la direction de la santé a fait état, en marge de cette journée de formation et de sensibilisation, du lancement d'une caravane médicale pour le dépistage précoce du diabète, du 21 au 23 novembre en cours, au niveau de la Place Abbas Laghrour de Khenchela.

Au cours de la caravane, des consultations, des analyses au profit des citoyens, des sessions de formation pour les médecins et le personnel paramédical sont prévus

R. K.

Mostaganem

Plus de 3.400 bénéficiaires de la revalorisation de l'allocation des handicapés

La décision de revaloriser l'allocation destinée aux handicapés, décidée dernièrement par le gouvernement, concernera plus de 3.440 personnes de la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris, lundi, de la directrice locale de l'action sociale et de solidarité, Khadidja Bouchakour.

La responsable a souligné à l'APS que les personnes concernées par cette décision ministérielle sont au nombre de 3.443 ayant un taux d'handicap de l'ordre de cent pour cent. La même source a indiqué que la commission médicale spécialisée de la DAS étudie actuellement les 700 nouveaux dossiers déposés depuis l'annonce de cette revalorisation.

Des dispositions de réception des dossiers ont été mises en place au niveau des communes pour réceptionner les dossiers. Des réunions périodiques sont tenues avec la commission médicale pour statuer sur les cas des personnes ayant un taux d'handicap de l'ordre de 80 pc.

Par ailleurs, l'enveloppe financière octroyée pour financer cette allocation dans la wilaya de Mostaganem au titre de l'exercice 2019 a atteint plus de 171 millions DA. D'autres affectations supplémentaires sont attendues afin de couvrir cette mesure de revalorisation de l'allocation fixée à 10.000 DA, avec effet rétroactif à partir du 1er octobre, a assuré la directrice du secteur.

Pour la gratuité du transport au profit des personnes aux besoins spécifiques, Mme Bouchakour a indiqué que les bénéficiaires de cette mesure a atteint au mois de juin dernier les 1.312 bénéficiaires.

Par ailleurs, il a été procédé, au titre de cette année budgétaire, l'acquisition de 3,9 millions DA d'équipements destinés à cette catégorie de citoyens, notamment des motocycles adaptés, fauteuils roulants et autres.

Le centre psychopédagogique de déficients mentaux d'Achâacha, en cours de réalisation, a bénéficié d'une opération d'équipement puisée du budget de wilaya de l'ordre de 6 millions DA. L'infrastructure sera bientôt mise en service, a-t-on assuré.

S. K.

CHU de Tlemcen

14 interventions de greffe rénale pratiquées depuis le début 2019

Quatorze interventions de greffe rénale ont été pratiquées au centre hospitalo-universitaire CHU de Tlemcen "Dr Tidjani Damerdjij" depuis le début d'année en cours, a-t-on appris lundi du directeur général du CHU, Mazouni Nasreddine. Ces opérations au profit de malades des wilayas de Tlemcen, de Sidi Bel-Abbès, de Naama et d'El Bayadh ont été effectuées avec succès par un encadrement médical du service de chirurgie A du CHU de Tlemcen assisté de deux chirurgiens du CHU de Tizi Ouzou dans le cadre de la convention signée par les deux hôpitaux en matière de greffe rénale. Le CHU de Tlemcen a élaboré un programme de deux interventions chirurgicales de greffe rénale chaque mois. L'année courante est marquée par 16 interventions en greffe rénale. Il occupe les premières places parmi les hôpitaux de l'Ouest algérien en interventions de greffe rénale à la faveur du progrès notable du point de vue nombre atteignant 115 intervention depuis 2007, a-t-il fait savoir. M. Mazouni a souligné que ce progrès est le fruit de la formation de chirurgiens spécialisés urologie et l'acquisition de nouvelles performances par des chirurgiens nationaux et étrangers, ce qui épargne le transfert des malades vers l'étranger.

M. L.

Rencontre internationale de toxicologie

Proposition d'un projet pour le contrôle des résidus de pesticides

Les participants à la 9e rencontre internationale de toxicologie, clôturée lundi à Oran, ont préconisé une mise en place d'un projet national pour le contrôle des résidus de pesticides dans les fruits et légumes.

La présidente de cette rencontre, Pr Nacéra Rezkallah, a estimé qu'il est nécessaire de créer un tel projet, indiquant que le contrôle se fait jusqu'à présent de manière parcellaire dans les diffé-

rentes régions du pays.

«Dans les pays en développement on estime qu'un tiers des pesticides utilisés ne sont pas conformes aux normes de qualité internationales», a-t-elle souligné, déclarant que «l'utilisation intensive et anarchique des pesticides dans notre pays n'échappe pas à ce problème où bon nombre de pesticides ne sont pas homologués et importés frauduleusement». A Misserghine, région agricole de la

wilaya d'Oran, le taux d'utilisation des pesticides par certains agriculteurs est passé sur les 10 dernières années de 15% à 75% en 2018, a noté la même spécialiste, qui est aussi présidente du laboratoire de recherche en santé et environnement de l'université Oran1. Des mesures pour la gestion de ces stocks devraient être adoptées pour éviter la contamination du sol et des nappes phréatiques par des produits chimiques dangereux pour

la santé et l'environnement, a noté Pr Rezkallah.

Pour sa part, Pr Mohamed Brahim, expert en santé du travail et toxicologie professionnelle de Toulouse (France), qui a dressé un état des lieux de la recherche actuelle sur les effets des pesticides sur la santé de la population et des travailleurs exposés, a pour sa part insisté sur l'importance de contrôler l'utilisation des pesticides, qui peuvent être à l'origine de

beaucoup de maladies comme des cancers et des troubles neurologiques. La problématique des stocks périmés d'organochlorés a, par ailleurs, été abordée par les participants. Ces stocks constituent une source de contamination des eaux souterraines, ce qui suscite des inquiétudes quant aux impacts sur l'environnement et sur la santé de la population, a-t-il affirmé.

R. K.

Batna

Un manque de 34 établissements scolaires

La réalisation de 34 établissements scolaires relevant des trois cycles dans la wilaya de Batna en prévision de la prochaine rentrée scolaire 2020/2021 constitue "un besoin urgent", a relevé lundi le chef de l'exécutif local, Farid M'hamedi.



S'exprimant au cours de son intervention lors de la deuxième journée des travaux de la troisième session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW) de l'année 2019, le chef de l'exécutif local a indiqué qu'il s'agit de la réalisation de «cinq (5) lycées, 22 établissements primaires et sept (7) collèges d'enseignement moyen (CEM)».

Les besoins en matière d'infrastructures scolaires de la wilaya de Batna ont été soulevés au ministère de la tutelle, a fait savoir le même responsable,

assurant que ce dossier est actuellement en cours d'étude.

La concrétisation de ces projets permettra de faire face à l'augmentation croissante du nombre d'élèves dont les familles ont bénéficié récemment de logements dans de nouveaux groupements d'habitats à travers différentes communes de la wilaya, selon la même source.

Les projets de réalisation de 92 classes d'extension des établissements d'enseignement moyen et 30 classes d'extension des établissements du secondaire seront «bientôt» lancés en travaux, a précisé M. M'hamedi,

soulignant que ces opérations, financées dans le cadre du fond de garantie et de solidarité des collectivités locales, constituent une mesure urgente pour combler le déficit dans ce domaine en perspective de la prochaine rentrée scolaire.

Aussi, deux (2) annexes de collèges d'enseignement moyen ainsi qu'un (1) nouveau lycée seront réalisés dans les communes de Djezar, El Madher, Seggana et Ouyoun El Assafir, a indiqué le premier responsable de la wilaya qui a promis de prendre en charge les lacunes enregistrées dans douze (12)

salles de sports fermées.

Un (1) lycée, un (1) collège d'enseignement moyen (CEM) et quatre (4) établissements primaires ont été mis en service au début de cette saison scolaire, selon les services de la direction de l'éducation.

A signaler que les travaux de la troisième session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW) de l'année 2019, ouverts dimanche, ont abordé plusieurs dossiers, dont l'investissement, l'emploi, l'agriculture ainsi que les rentrées scolaires et universitaires de la saison en cours.

F. L.

Mostaganem

Production de plus de 375.000 qx de raisins

Plus de 375.000 quintaux de raisins ont été produits dans la wilaya de Mostaganem la saison agricole écoulée, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Le chef du bureau irrigation à la DSA, Miloud Beloufa a indiqué que la production à la campagne de vendanges (août et septembre derniers) a connu une baisse de 34 pc par rapport aux prévisions suite aux vents chauds de juillet dernier.

La quantité produite à partir des différents variétés de raisins de table dont la marque locale connue sous le nom de "Adhari" a atteint plus de 122 000 qx pour un rendement de 34 qx par hectare. La campagne a aussi permis de récolter environ 248 000 quintaux de divers raisins de transformation.

La superficie productive a atteint la campagne 2019 plus de 10.000 ha sur un total de 11.140 ha réservée à la viticulture dans la wilaya dont notamment les raisins de transformation de 8100 ha.

Cette culture est répandue notamment dans la région-est de la wilaya de Mostaganem, notamment à la Dhara dont Achaacha, Sidi Lakhdar, Hadjadj, Benabdelmalek Ramdane et Sidi Ali.

La production de raisins a atteint l'année dernière dans la wilaya de Mostaganem, 400.000 qx la plaçant à la 3e place au niveau national et troisième en terme d'importance après les maraichers et les agrumes (2e au niveau national pour chaque filière), selon les données recueillies par le même responsable.

M. L.

Un taux de remplissage de 80% des barrages

Le taux de remplissage des trois barrages de la wilaya de Mostaganem a atteint, suite aux dernières averses, 80 pour cent, a-t-on appris lundi du directeur des ressources en eau, Moussa Lebga. La pluviométrie enregistrée octobre et novembre a atteint 60 millimètres contribuant à la hausse de la quantité d'eau stockée dans les trois barrages (Kramis, Chelliff et Kerada) à 135 millions de mètres cubes, a-t-on indiqué.

Le barrage de Kerada dans la commune de Sidi Ali d'une capacité de stockage de 70 millions m³ et celui de Oued Chelliff dans la commune de Oued El Kheir (50 millions m³) sont pleins à cent pour cent, a-t-on fait savoir.

La quantité d'eau emmagasinée au barrage de Oued Kramis implanté dans la commune de Nekmaria, d'une capacité de 45 millions m³, qui emmagasine actuellement plus de 15 millions m³, contribue à assurer les besoins de la partie-est de la wilaya de Mostaganem (10 communes) en eau potable et de l'irrigation (bassin de Kramis) dans les prochaines années.

La wilaya de Mostaganem s'appuie sur le système de transfert de l'eau du couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO) qui comprend les barrages de Chelliff, Kerada et Kramis, ainsi que la station de dessalement de l'eau de mer de Sonactel et les forages pour assurer les besoins quotidiens en eau potable estimés à 200.000 m³.

G. L.

Tamanrasset

Plusieurs infrastructures de Police inaugurées

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah-Eddine Dahmoune a procédé, lundi à Tamanrasset en compagnie du Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, à l'inauguration de plusieurs infrastructures de Police, indiqué un communiqué de la DGSN. Le ministre a inauguré, en premier, le siège de la 4e Sûreté urbaine de

Tamanrasset, où il a mis l'accent sur «l'impératif de veiller à offrir un service public de qualité aux citoyens et d'être à l'écoute de ses préoccupations».

M. Dahmoune a inauguré, également, le nouveau siège du Service régional des moyens techniques du Sud, où des explications lui ont été fournies sur les missions de cette structure, à savoir «la garantie de moyens et équipements tech-

nologiques modernes nécessaires au travail de la Police en vue de promouvoir le service de la protection des citoyens et de leurs biens».

Dans le cadre de la consolidation de la formation du corps de la Sûreté nationale et du rapprochement du le service public du citoyen», le ministre a inauguré une Ecole de Police de Tamanrasset, à même de «faciliter aux enfants du grand Sud algérien l'accès aux rangs

de la Police». A noter que M. Dahmoune a supervisé, aux côtés du DGSN et des autorités locales de la wilaya, une cérémonie de distribution d'arrêtés de logements AADL au profit de 41 affiliés à la Sûreté nationale. Le DGSN avait tenu, dimanche, une rencontre d'orientation en faveur du personnel des Services de Police dans le territoire de compétence de la Sûreté de Tamanrasset.

L. M.

Skikda

La commune de Khenak Mayoun bénéficie de plusieurs projets

La collectivité de Khenak Mayoun a, dans le cadre du fonds de garantie et de solidarité intercommunal, bénéficié d'une série de projets de développement dans divers secteurs, a indiqué lundi le président de l'assemblée populaire communale, Said Bouâziz.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et de la valorisation de la courbe de développement tracée par l'APC pour son actuel mandat, a indiqué la même source.

A cet effet, la commune de Khenak Mayoun a bénéficié d'un projet pour la réalisa-

tion d'une route agricole et touristique reliant la RN 132 à la plage de Sidi Abderrahmane sur une distance de 5,5 km, en plus de la réfection des routes reliant Chatoufi à Belaouinat et Tahra, au chef-lieu de la commune. Le secteur de l'hydraulique a également bénéficié de trois projets portant sur l'éradication des points noirs à travers la réalisation de réseau d'assainissement au niveau des cités Ternachi Ouled Ali et Tahra, ainsi qu'au village de Laouinat, a-t-il ajouté. Par ailleurs, l'alimentation en eau potable dans cette commune sera renforcée par les projets de renouvellement de la conduite d'adduction

de la station de pompage d'Oum Lahdjar, deuxième tranche, et du réseau de distribution d'eau potable à l'entrée de Laouinat, deuxième tranche. En plus du réaménagement du stade communal et de l'aire de jeux de la région d'Ouaterz, la collectivité de Khenak Mayoun a bénéficié d'un autre stade de proximité à Belouinat où il ne reste plus qu'à conclure les procédures administratives relatives au lancement des travaux. Le bilan des activités de l'APC de l'année 2019 sera présenté prochainement aux citoyens de cette commune, a indiqué par ailleurs M. Bouâziz.

G. L.

CONFLITS ▶▶

Avant un sommet sur le conflit

La Russie restitue à l'Ukraine des navires militaires

La Russie a rendu lundi à l'Ukraine trois navires militaires saisis un an plus tôt au large de la Crimée, à trois semaines d'un sommet censé relancer le règlement du conflit dans l'Est ukrainien.



La restitution des bateaux est un nouvel épisode de la relative détente des relations entre les deux pays depuis l'élection en avril à la présidence ukrainienne de l'ex-comédien Volodymyr Zelensky, favorable à une relance du dialogue.

Après un entretien téléphonique entre le président français Emmanuel Macron et son homologue russe Vladimir Poutine, l'Élysée a estimé lundi que la restitution par Moscou des navires à Kiev "contribue à renforcer la confiance".

En septembre, un échange massif de prisonniers avait pu avoir lieu, permettant notamment le retour en Ukraine des équipages des trois navires après 10 mois de détention en Russie. Par ailleurs, de premiers retraits de troupes ukrainiennes et de combattants séparatistes prorusse ont pu se tenir dans trois secteurs de la ligne de front à l'Est, où le conflit a fait plus de 13.000 morts.

Dernier signe de ce réchauffement, l'annonce d'un sommet le 9 décembre à Paris, qui doit réunir le président Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel, les présidents

russe Vladimir Poutine et ukrainien Volodymyr Zelensky MM. Poutine et Zelensky ne se sont encore jamais rencontrés.

Aucun sommet de ce type, appelé format "Normandie", n'a eu lieu depuis 2016. Or c'est justement ce forum qui organise le processus de paix issus des accords de Minsk, signés en 2015.

Lors d'une conférence de presse lundi à Moscou, Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a dit espérer que Paris ferait "son maximum pour lever toute ambiguïté et pour que le sommet confirme l'intangibilité et l'absence d'alternative à l'application des accords de Minsk". Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, est lui attendu mardi à Kiev pour aider à la préparation du sommet. Il s'entretiendra avec les responsables ukrainiens et se rendra sur la ligne de front.

- Geste de bonne volonté -

Le retour des trois navires ukrainiens apparaît comme un geste de bonne volonté de Moscou.

Ces bâtiments avaient été saisis par les gardes-côtes russes en novembre 2018 au large de la Crimée, territoire

ukrainien annexé par Moscou en 2014. Cet incident a constitué la première confrontation armée directe entre la Russie et l'Ukraine.

Kiev a confirmé avoir repris possession des navires, tout en refusant de dévoiler leur destination précise en Ukraine.

Dès dimanche, une vidéo diffusée par des médias de Crimée montrait les bateaux remorqués par des gardes-côtes russes, passant sous le pont construit à grands frais par Moscou pour relier la péninsule à la Russie.

Moscou avait saisi les navires, les accusant d'avoir pénétré illégalement dans ses eaux territoriales en mer Noire, près du détroit de Kertch. Les gardes-côtes russes avaient alors ouvert le feu et capturé 24 marins ukrainiens, en blessant trois.

Les marins ont été relâchés dans le cadre de l'important échange de prisonniers du mois de septembre, qui a aussi vu la libération du réalisateur ukrainien Oleg Sentsov.

Avancées

L'achèvement, le 9 novembre, d'un retrait de troupes ukrainiennes et séparatistes pro-

russes de trois petits secteurs de la ligne de front dans l'est de l'Ukraine a rempli une condition clé fixée par Moscou pour participer au sommet de paix.

Mais ce recul des troupes, ordonné par le président Zelensky, est impopulaire au sein d'une partie de la population ukrainienne, en particulier chez les nationalistes et des anciens combattants qui ont manifesté en nombre.

Pour Moscou, la résolution du conflit dans l'Est ukrainien passe par l'adoption d'un statut d'autonomie pour les territoires séparatistes de Lougansk et Donetsk, puis la tenue d'élections locales dans ces régions.

Pour Kiev, le préalable à un scrutin est le contrôle de ses frontières, le désarmement des rebelles et le départ des Russes les soutenant.

Kiev et Moscou sont à couteaux tirés depuis l'arrivée début 2014 de nouvelles autorités occidentales à Kiev et l'annexion de la Crimée.

Ukrainiens et Occidentaux accusent la Russie de soutenir les séparatistes, ce que le Kremlin nie malgré de nombreuses preuves. **AFP**

Colonies israéliennes en Palestine "Aucun pays n'est au-dessus du droit international"

Le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu a affirmé mardi qu'Israël n'était pas "au-dessus du droit international", en réponse à la décision des Etats-Unis de ne plus considérer la colonisation israélienne comme illégale.

"Aucun pays n'est au-dessus de la loi internationale. Les déclarations sous forme de faits accomplis n'ont aucune validité eu égard au droit international", a écrit le ministre sur Twitter.

L'administration de Donald Trump a annoncé lundi que les Etats-Unis ne considéraient plus comme illégales les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

Après avoir considéré unilatéralement El Qods occupée comme "capitale" d'Israël, il s'agit d'une nouvelle décision spectaculaire en rupture avec la tradition diplomatique américaine.

"Après avoir examiné soigneusement tous les arguments de ce débat juridique", l'administration Trump conclut que "l'établissement de colonies de civils israéliens en Cisjordanie n'est pas en soi contraire au droit international", a déclaré le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo.

R. I.

Colonisation israélienne Le Premier ministre palestinien rejette les déclarations de Pompeo

Le Premier ministre palestinien, Mohammad Ishtayeh, a exprimé son rejet et sa condamnation des derniers propos du Secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, qui a déclaré lundi que les Etats-Unis ne considéraient plus que les colonies israéliennes en Cisjordanie non conformes au droit international.

Dans un communiqué de presse publié lundi soir, M. Ishtayeh a affirmé que les déclarations de Pompeo "sont un mépris du droit international et des résolutions internationales", affirmant que les colonies en Cisjordanie "sont illégales".

"Cette déclaration vient au cadre se soutenir Netanyahu dans les derniers moments de la concurrence pour le poste de Premier ministre", a indiqué M. Ishtayeh, réaffirmant que les colonies israéliennes "sont illégales et constituent des crimes de guerre contre la terre, entravant la solution à deux Etats".

Le chef du gouvernement palestinien a demandé de la communauté internationale de "faire face à cette déclaration grave constituant un coup sérieux aux efforts internationaux pour réaliser la paix depuis 25 ans".

L'administration de Donald Trump a annoncé lundi que les Etats-Unis ne considéraient plus comme illégales les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée.

F. R.

Yémen

La coalition accuse les Houthis d'avoir saisi un navire en mer Rouge

La coalition sous commandement saoudien qui intervient militairement au Yémen a accusé lundi les rebelles chiites Houthis d'avoir saisi un navire qui remorquait une plateforme de forage sud-coréenne à l'extrémité méridionale de la mer Rouge.

Dans un communiqué relayé par la presse officielle saoudienne, le porte-parole de la coalition militaire, Turki al Malki, indique que le navire a été saisi dimanche soir par des combattants du mouvement soutenu par l'Iran. Il ne donne aucune information sur l'équipage

du navire. A Séoul, un représentant du ministère des Affaires étrangères a déclaré mardi que deux navires sud-coréens avaient été saisis dans le sud de la mer Rouge. Un autre représentant de la diplomatie sud-coréenne a précisé que deux ressortissants coréens se trouvaient à bord de l'un des navires saisis par les Houthis.

Un haut représentant des Houthis a déclaré à Reuters que les troupes du mouvement chiite avaient saisi "un navire suspect" en mer Rouge et que les membres d'équipage étaient bien traités.

"Les garde-côtes yéménites (...) vérifient si (le navire) appartient aux pays d'agression ou à la Corée du Sud, auquel cas il sera remis une fois les procédures légales effectuées", a dit Mohammed Ali al Houthi.

Selon Al Masirah, chaîne de télévision appartenant aux Houthis, trois navires ont été saisis près de l'île d'Ouqban, dont un appartenant à l'Arabie saoudite.

La coalition saoudienne a dénoncé une "opération terroriste" menaçant la liberté de navigation internationale et le commerce mondial. **Reuters**

Mali

24 soldats maliens tués dans des combats

Des combats ont fait 24 morts dans les rangs de l'armée malienne et 17 dans ceux des terroristes lundi dans l'est du Mali dans un contexte de dégradation sécuritaire continue, a indiqué l'armée malienne sur les réseaux sociaux.



Les forces maliennes et nigériennes menaient une opération conjointe contre les terroristes quand une patrouille a été attaquée à Tabankort, a dit l'armée malienne. Les forces maliennes "déploraient 24 morts, 29 blessés et des dégâts matériels. Côté ennemi l'on dénombre 17 terroristes tués, une centaine de suspects appréhendés", a-t-elle rapporté.

Par ailleurs, un soldat Français de la force Barkhane a été grièvement blessé le 16

novembre dans une opération qui a causé la mort de cinq terroristes, a indiqué lundi soir l'Etat-major de l'armée française.

Dans un communiqué, il précise que "le 16 novembre 2019 au petit matin, dans le cadre d'une action de reconnaissance menée au coeur du Liptako malien dans la zone d'évolution de l'Etat islamique au grand Sahara (EIGS), la force Barkhane a mis hors de combat 5 terroristes dans la région d'In Delimane", dans l'est du Mali.

Un "campement suspect"

avait été repéré à une vingtaine de kilomètres au Sud d'In Delimane, ajoute le texte. "Après avoir été déposés par hélicoptère, les commandos de la force Barkhane se sont infiltrés de nuit à travers un terrain difficile".

"Au petit matin, l'assaut a été donné avec l'appui des hélicoptères Tigre (...), conduisant à la neutralisation des terroristes. Durant cette action un des commandos a été grièvement blessé", selon le communiqué.

"Immédiatement pris en charge puis évacué de la zone

d'action, il a été rapidement rapatrié en France où il est actuellement pris en charge à l'hôpital militaire Percy", (Hauts de Seine).

Le raid a permis la saisie ou la destruction de quatre motos, de l'armement de type AK47, et de nombreuses ressources (explosifs, chargeurs, gilets pare-balles...), conclut le communiqué. L'opération Barkhane mobilise 4.500 militaires. Samedi 2 novembre, un soldat français a été tué par un engin explosif dans le nord-est du Mali.

T. L.

Côte d'Ivoire

Lancement de deux nouvelles formations politiques

Deux nouveaux partis politiques ivoiriens, le Mouvement pour la démocratie et la justice en Côte d'Ivoire (MDJ) et le Parti progressiste pour la renaissance africaine (PPRA) ont été lancés lundi à Abidjan pour "une alternative démocratique", à moins d'un an de la présidentielle.

"Nous sommes un parti centriste. Nous devons bannir de notre vocabulaire la guerre" a déclaré le président du MDJ et influent homme d'affaires, Dominique Zégoua, cité par des médias locaux.

"Dans moins d'un an on va aux élections et cette élection peut garantir la paix", a-t-il souligné, lors d'une cérémonie de lancement de son parti.

De son côté, le PPRA veut promouvoir les valeurs de "bonne gouvernance, de sociabilité et de civisme qui n'existent plus".

"Le problème est qu'aujourd'hui la politique (en Côte d'Ivoire) est devenue la quête excessive du pouvoir, donc finalement les notions de bonne gouvernance, de promotion de l'excellence, sont occultées", a déploré le président du PPRA, Mamoudou Meïté.

Près de dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait

3.000 morts, la présidentielle d'octobre 2020 s'annonce tendue. Les élections municipales et régionales de 2018 ont été marquées par de nombreuses violences et des "fraudes".

R. L.

Tchad

Cinq villageois tués par Boko Haram

Cinq villageois ont été tués par Boko Haram dans l'Ouest du Tchad, où le groupe terroriste multiplie les attaques meurtrières, a affirmé lundi le secrétaire général du département.

"Deux ont été égorgés et trois abattus par balle", a précisé Sadick Khatir, secrétaire général du département du Lac.

Leurs corps ont été retrouvés samedi, mais l'attaque aurait eu lieu plus tôt dans la semaine, selon une source à la préfecture locale, s'exprimant sous couvert d'anonymat. "Les villageois sont sortis des zones protégées par l'armée", a ajouté cette source.

Autour du lac Tchad, où Boko Haram entretient des camps d'entraînement, les

attaques attribuées au groupe terroriste se multiplient depuis juin 2018, aussi bien au Tchad qu'au Niger, au Nigeria et au Cameroun.

Au Tchad, début septembre, Boko Haram avait tué sept personnes en une semaine, quatre civils et trois militaires, dans cette région.

Le 14 août, une kamikaze de Boko Haram selon l'armée, avait tué six personnes en faisant exploser sa veste piégée dans la cour d'un chef traditionnel de la province.

Depuis 2015, les pays de la région luttent contre ces terroristes au sein de la Force multinationale mixte (FMM), une coalition militaire régionale engagée autour du lac Tchad avec l'aide de comités de vigilance composés d'habitants.

R. L.

De retour au Niger

L'opposant Hama Amadou arrêté

Le principal opposant nigérien Hama Amadou, rentré au Niger le 14 novembre, a été incarcéré lundi pour purger les huit mois restant de sa peine de un an de prison pour trafic de bébés, a indiqué à l'AFP ses proches.

"Hama Amadou a été incarcéré tôt ce lundi à la prison de Filingué (ouest de Niamey) pour purger les huit mois qui lui restent de sa peine", a affirmé à l'AFP un membre de sa famille sous couvert d'anonymat. "Il s'est présenté lui-même au tribunal avant d'être conduit en prison".

"Samedi il s'était entretenu avec ses avocats pour discuter de cette procédure", a précisé cette source.

M. Amadou, en exil depuis mars 2016, était rentré jeudi au Niger pour le deuil de sa mère décédée fin octobre.

L'opposant, âgé de 69 ans, avait été condamné à un an de prison pour son implication dans un trafic de bébés avec le Nigeria et impliquant également une de ses épouses. Il avait été incarcéré en novembre 2015 à son retour d'un premier exil.

En mars 2016, entre les deux tours de la présidentielle à laquelle il était arrivé deuxième sans pouvoir faire campagne en raison de son incarcération, Hama Amadou, avait été autorisé à se rendre en France pour des raisons de santé. Il n'était plus rentré au Niger jusqu'à son retour jeudi. Il a été désigné en août candidat à la présidentielle de décembre 2020 par son parti, le Mouvement démocratique nigérien (Moden), principal mouvement d'opposition.

AFP

Cameroun

Yaoundé dénonce la suspension de son traitement commercial préférentiel

Les autorités camerounaises ont estimé que Washington s'est basé sur une version erronée des faits pour retirer au Cameroun son traitement commercial préférentiel en raison de violation des droits humains, a affirmé le ministre de la Communication lundi soir. Les Etats-Unis ignorent "la réalité des faits sur le terrain" en accusant le Cameroun de violation des droits humains, a affirmé

René Emmanuel Sadi dans une réponse à la télévision d'Etat lundi soir.

Le Cameroun fait face à un conflit meurtrier entre séparatistes anglophones et l'armée dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, qui a fait plus de 3.000 morts, mais également à des attaques du groupe terroriste Boko Haram dans l'Extrême-Nord. Fin octobre, Washington avait décidé que des

violations grossières et répétées des droits humains internationalement reconnus" justifiaient de priver dès la fin de l'année Yaoundé du traitement commercial préférentiel dont le pays bénéficiait dans le cadre de l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), une loi devant aider au développement sur le continent africain en encourageant le commerce. Pour M. Sadi, les Etats-Unis font preuve

"d'une ignorance ou d'une méconnaissance", voire même "d'une volonté délibérée d'ignorer (la) réalité". Selon l'ambassade américaine au Cameroun, le pays d'Afrique a exporté 220 millions de dollars (environ 200 millions d'euros) de biens vers les Etats-Unis en 2018, dont 63 millions de dollars (57 millions d'euros) "au titre de l'Agoa". "Tout enjeu, si bénéfique soit-il, doit être compatible avec l'unité

de la nation, a répliqué le ministre. Mais la décision de Washington "devrait servir de signal d'alarme au gouvernement camerounais", a estimé l'ONG Human Rights Watch dans un rapport, qui souligne notamment que les autorités ont empêché à plusieurs reprises l'opposant Kamto de tenir des réunions politiques depuis sa sortie de prison.

R. L.

Bolivie : les pro-Morales dans la rue, l'Eglise catholique appelle au «dialogue»

Les partisans de l'ex-président de gauche, bolivien Evo Morales, ont manifesté et bloqué des routes lundi pour exiger le départ de la présidente par intérim de droite, alors que l'influente Eglise catholique appelait au «dialogue» pour pacifier le pays sud-américain.

Dans la soirée, la police a annoncé la mort après plusieurs jours d'agonie d'un de ses agents, lynché par une foule hostile lors de l'invasion d'un commissariat, ce qui porte à 24 le nombre de morts en presque un mois de confrontations.

Aux cris de «Jeanine Añez démission !», ils étaient plusieurs milliers à défilé dans le calme à La Paz pour exiger le départ de celle qui a pris les rênes du pays andin la semaine dernière, 48 heures après la démission d'Evo Morales.

Amérindiens, comme Evo Morales, dans leur immense majorité, certains brandissaient la «Wiphala», la bannière multicolore des indigènes andins. Selon eux, la démission de leur champion a été un «coup d'Etat».

«Respectez la vie ! Non aux balles», pouvait-on lire sur une pancarte, en référence à la mort vendredi de neuf cultivateurs de coca à Sacaba, près de Cochabamba (centre), le fief d'Evo Morales, lors de heurts avec la police et l'armée.

«Il n'y a plus de démocratie», s'indignait Carmen qui manifestait à Sacaba aux côtés de «cocaleros», que les forces de l'ordre empêchaient d'entrer dans Cochabamba, à 18 km de là. «Nous avons bien vu que cette présidente (Jeanine Añez, Ndlr) a fait tirer sur le peuple de Bolivie pour le faire taire».

«Permis de tuer»

La colère des manifestants est alimentée par un décret pris par Mme Añez qui exempte de poursuites pénales les forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions. Pour certains Boliviens, ce texte s'apparente à un «permis de tuer». Amnesty international a exigé lundi qu'il soit abrogé.

Les premières manifestations à secouer la Bolivie ont eu lieu fin octobre à l'initiative de l'opposition. Elle accusait alors Evo Morales



de «fraude» lors de la présidentielle du 20 octobre qu'il assurait, lui, avoir remportée dès le premier tour.

Acculé, lâché par l'armée, il a jeté l'éponge il y a huit jours et est parti en exil au Mexique. Ses partisans ont alors organisé des manifestations qui ont parfois donné lieu à des heurts avec les forces de l'ordre.

Pour tenter de calmer le jeu, Jeanine Añez a promis dimanche soir qu'elle convoquerait «très vite» des élections présidentielle et législatives «transparentes».

«Dialoguer» pour «pacifier»

De son côté, l'influente Eglise catholique de Bolivie avait convié le gouvernement intérimaire, tous les partis et la société civile à un «dialogue» à 14h30 (18h30 GMT). «Le dialogue est le chemin le plus approprié pour surmonter les différences entre Boliviens», a déclaré le secrétaire général de la Conférence épiscopale de Bolivie, Mgr Aurelio Pesoa. Dans la soirée rien n'avait filtré de ce dia-

logue. En Bolivie, 75% des habitants se disent catholiques, selon un sondage du quotidien *Pagina Siete* paru en septembre.

Le nouveau ministre de l'Intérieur Arturo Murillo a tenu un peu plus le jeu politique en affirmant, sans apporter de preuves, qu'«un groupe criminel veut s'en prendre à la présidente». «Au lieu de pacifier», s'est indigné sur Twitter Evo Morales depuis son exil mexicain, les nouvelles autorités «ordonnent de diffamer et de réprimer nos frères qui dénoncent le coup d'Etat».

Le parti du premier président indigène de Bolivie, le MAS (Mouvement vers le socialisme), qui a la majorité dans les deux chambres du Parlement, a proposé à des groupes parlementaires minoritaires une réunion lundi pour «travailler, dialoguer, débattre au sujet de la situation politique» et ainsi «pacifier» le pays, a expliqué la députée Betty Yañiquez.

Le gouvernement de Mme Añez doit négocier avec le MAS pour organiser les scrutins présidentiel et législatif. Car, selon la

Constitution, le Congrès doit désigner six des sept membres du Tribunal suprême électoral. Et les précédents magistrats de l'organe électoral ont été arrêtés pour «irrégularités» lors de la présidentielle.

Les invitations au dialogue et la perspective d'élections prochaines n'ont en rien éteint la fronde des partisans d'Evo Morales.

Six syndicats de «cocaleros» (cultivateurs et récoltants de coca) de Chapare, près du fief d'Evo Morales, ont donné 48 heures samedi soir à Mme Añez pour démissionner. Ils ont aussi exigé du pouvoir législatif qu'il approuve une loi «qui garantisse la tenue d'élections nationales d'ici à 90 jours».

Pour se faire entendre, certains manifestants bloquent les routes qui mènent de La Paz (800 000 habitants) aux régions agricoles qui nourrissent la capitale administrative. A El Alto, ville-jumelle de La Paz, ils bloquent la raffinerie de Senkata, provoquant des pénuries dans les stations-service.

AFP

Destitution de Trump : reprise des auditions publiques à pleine vapeur

Le Congrès américain a entamé hier une série d'auditions marathon dans le cadre de l'enquête en destitution contre Donald Trump, avec neuf témoins programmés sur trois jours, dont un ambassadeur qui intéresse beaucoup les démocrates.

Conseillers à la Maison-Blanche, diplomates et hauts responsables de l'administration défilent devant la commission du Renseignement de la Chambre des représentants, qui mène au pas de course l'enquête contre le président américain.

Leurs témoignages seront retransmis en direct à la télévision, comme ceux de trois diplomates entendus la semaine dernière. Le but ? Permettre aux Américains de se forger leur opinion sur les efforts déployés par le président pour obtenir que l'Ukraine enquête sur un rival potentiel à la présidentielle de 2020.

Pour les démocrates, «les faits sont incontestables: le président a abusé de son pouvoir à des fins personnelles aux dépens des intérêts de notre sécurité nationale», a estimé lundi leur chef au Congrès, Nancy Pelosi.

Donald Trump, qui dit «envisager sérieusement» de témoigner à son tour, et ses défen-

seurs républicains dénoncent pour leur part une «chasse aux sorcières» sans précédent.

Le magnat de l'immobilier jure sur tous les tons que son appel du 25 juillet avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky - lors duquel il lui a demandé de «se pencher» sur le démocrate Joe Biden - était «parfait». Il assure n'avoir exercé «aucune pression» sur son interlocuteur, mais les démocrates le soupçonnent d'avoir gelé une aide militaire pour forcer la main à M. Zelensky.

«Je ne me rappelle pas»

Ils attendent donc beaucoup de l'audition de l'ancien ambassadeur américain auprès de l'Union européenne, Gordon Sondland, qui, de son propre aveu, avait expliqué aux Ukrainiens que les 400 millions de dollars ne seraient pas débloqués s'ils n'annonçaient pas publiquement une enquête sur Joe Biden.

Ce riche homme d'affaires a obtenu ce poste après avoir donné un million de dollars au comité d'investiture de Donald Trump. Contrairement aux diplomates entendus jusqu'ici, il était en lien direct avec le président républicain cet été.

Lors de son interrogatoire à huis clos, M. Sondland avait éludé de nombreuses questions, invoquant à une centaine de reprises «ne pas se rappeler» de réunions ou d'appels cités par d'autres protagonistes de l'affaire.

Il avait également nié que l'aide militaire ait servi à faire levier sur le gouvernement ukrainien. Contredit par d'autres témoins, il avait fait un additif à sa déposition, expliquant s'être «souvenu» récemment «en avoir parlé, en aparté» avec un conseiller du président ukrainien.

Depuis, il est apparu qu'il avait aussi omis de mentionner avoir discuté avec Donald Trump le 26 juillet, juste après l'appel entre MM. Trump et Zelensky. M. Sondland, qui risque des poursuites pour parjure, retrouverait-il le souvenir de cet échange ?

Inconfortable

Avant d'entendre M. Sondland, les élus auditionneront mardi matin un conseiller à la Maison Blanche et militaire respecté, Alexander Vindman. Membre du Conseil de sécurité nationale, il s'était inquiété du chantage exercé sur Kiev dès le 10 juillet et avait saisi

les services juridiques de la présidence.

Il sera entendu aux côtés de Jennifer Williams, une collaboratrice du vice-président Mike Pence.

Dans l'après-midi, l'émissaire américain en Ukraine Kurt Volker pourrait se retrouver en position inconfortable. Le diplomate a reconnu avoir mis en contact des responsables ukrainiens et l'avocat personnel de Donald Trump, Rudy Giuliani, qui a mené pendant des mois une campagne pour convaincre Kiev d'enquêter sur Joe Biden.

Timothy Morrison, lui aussi membre du Conseil de sécurité nationale, témoignera à ses côtés.

La juxtaposition de ces témoins laisse penser que les démocrates, qui contrôlent la Chambre des représentants, espèrent pouvoir voter rapidement sur la mise en accusation formelle du président (impeachment), peut-être avant Noël.

Donald Trump devrait toutefois échapper à une destitution, la charge de le juger revenant au Sénat, aux mains des républicains, qui continuent de faire bloc autour de lui.

AFP



Haïti : la commémoration de la bataille d'indépendance émaillée de violences

Quatre personnes ont été blessées par balle lundi à Port-au-Prince lors d'une manifestation de l'opposition à l'occasion de l'anniversaire de la bataille qui a mené Haïti à l'indépendance, événement fêté à minima par le président, conquis par une large partie de la société.

Deux manifestants ainsi qu'un journaliste d'une radio locale et un policier ont été blessés alors que plusieurs centaines de sympathisants de l'opposition défilaient sur un des axes majeurs de la capitale, ont observé les journalistes de l'AFP. De nombreux tirs ont été échangés sans que leurs auteurs ne puissent être identifiés.

Des manifestations répétées exigent la démission du président Jovenel Moïse depuis plus de deux mois. Début novembre, les partis d'opposition et des groupes de la société civile sont parvenus à un accord visant à organiser une transition politique: ils voudraient choisir dès que possible le futur président parmi les juges de la Cour de cassation et le prochain Premier ministre au sein des partis de l'opposition.

«Jovenel avait dit qu'il n'avait personne à qui remettre le pouvoir, mais le peuple a pris l'initiative et on a notre institution qui s'appelle la Cour de cassation», clamait avant les incidents, Phanel Jean-Louis, un manifestant marchant avec le drapeau national sur les épaules.

Dans la matinée, Jovenel Moïse a commémoré la bataille qui a mené le pays à l'indépendance, depuis la capitale et sous haute protection policière, sans se rendre sur le site historique.

«Des soldats, des va-nu-pieds, des esclaves se sont révoltés et se sont donnés leur indépendance mais, après 216 ans, je pense que la bataille pour l'indépendance économique doit commencer et c'est pour ça qu'il faut détruire ce système exploiteur», a déclaré Jovenel Moïse, lundi matin, sur le parvis du Musée du panthéon national haïtien.

Chaque 18 novembre, Haïti célèbre la bataille de Vertières qui, en 1803, a vu la victoire de l'armée indigène sur les troupes napoléoniennes, prélude à l'indépendance de la première République noire de l'Histoire le 1^{er} janvier 1804.

Situé à 240 km au nord de Port-au-Prince, le site de Vertières est traditionnellement le lieu des commémorations. Mais Jovenel Moïse qui n'a pas fait le déplacement s'est contenté d'un dépôt de gerbe de fleurs au musée qui jouxte le palais national, où s'est tenu un défilé militaire.

Les accès à la place du Champ de Mars où se situent musée et palais, étaient gardés par un important dispositif policier interdisant l'accès au public le temps des cérémonies.

Plusieurs manifestations populaires exigeant le départ du pouvoir de M. Moïse ont également été organisées dans les villes de province lundi.

Majoritaires dans les manifestations, les habitants des quartiers les plus pauvres exigent d'autant plus la démission du chef de l'Etat que des entreprises qu'il dirigeait avant son entrée en politique ont été épinglées par la Cour supérieure des comptes comme étant «au cœur d'un stratagème de détournement de fonds».

AFP

En un mois, le brutal «réveil» social qui a bouleversé le Chili

Plusieurs milliers de manifestants se sont réunis lundi à Santiago pour commémorer le début, il y a tout juste un mois, d'un mouvement social sans précédent qui a remis en cause le modèle ultra-libéral chilien accusé de bénéficier seulement aux plus riches.

«Le Chili s'est réveillé !» ont une fois de plus chanté les manifestants, environ 10 000, sur la Plaza Italia, devenue le centre névralgique du mouvement, a constaté l'AFP.

Une mobilisation toutefois bien loin du rassemblement historique du 25 octobre, lorsque 1,2 million de personnes s'étaient réunies pacifiquement sur la place, marquant un tournant dans la contestation.

«Je suis venue pour me souvenir d'un mois qui a changé à jamais le Chili. Je pense que le gouvernement pourrait apporter les changements qu'on lui réclame beaucoup plus rapidement», a expliqué à l'AFP Susana, une comptable de 51 ans.

Quelques très rares incidents isolés ont éclaté entre des groupes de manifestants et la police.

Un appel à frauder dans le métro lancé le 18 octobre par des lycéens à Santiago après une hausse du ticket aux heures de pointe, suivi d'une flambée de violence, s'est transfor-

mé en la pire crise sociale connue par le pays sud-américain depuis la fin de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

Jusqu'à cette date, les effets du changement climatique sur le pays et la préparation de la conférence internationale sur le climat COP 25 - depuis annulée - dominaient le débat politique. Aujourd'hui, le pays discute d'une nouvelle Constitution, ainsi que de la façon de réformer les systèmes de santé, d'éducation et de retraites, presque totalement privatisés.

«Au cours des quatre dernières semaines, le Chili a changé. Les Chiliens ont changé, le gouvernement a changé, nous avons tous changé», a admis dimanche le chef de l'Etat conservateur, Sebastian Piñera qui, à l'instar du Parlement, a dû revoir son programme politique.

Vendredi, les partis ont conclu un accord sur l'organisation d'un référendum en avril 2020 pour remplacer la Constitution, héritée de la dictature et accusée de maintenir de fortes inégalités dans la société en limitant drastiquement l'intervention de l'Etat.

Retour à la normalité ?

En trente ans de démocratie, aucune tentative de remplacement du texte fondamental, rédigé en plein régime militaire de façon à ce que les secteurs conservateurs de la société puissent se maintenir au pouvoir, y compris après la fin de la dictature, n'avait abouti.

«Nous sommes tous conscients que nous étions dans une camisole de force avec cette Constitution héréditaire et pétrifiée», a déclaré l'ex-président de centre gauche Ricardo Lagos (2000-2006), qui était parvenu en 2005 à une révision éliminant les principes les plus anti-démocratiques.

Un sondage de l'Institut Cadem a révélé dimanche que 67% des Chiliens considèrent comme «positif ou très positif» l'accord sur le référendum constitutionnel.

Le «réveil» a été brutal dans ce pays considéré comme un havre de stabilité politique et loué pour la solidité de son économie : la contestation a fait 22 morts - la plupart dans des incendies lors de pillages et cinq à la suite d'interventions des forces de sécurité - ainsi que plus de 2 000 blessés.

Symbole de la répression policière dénoncée par de nombreuses organisations des droits de l'homme, les quelque 200 Chiliens blessés aux yeux, parfois jusqu'à en perdre la vue, par des tirs de chevrotine en caoutchouc utilisés contre les manifestants.

Le président Piñera a reconnu dimanche des violations des droits de l'homme de la part des forces de l'ordre, qui ont poussé l'ONU à envoyer une mission d'enquête dans le pays. «Il y a eu un recours excessif à la force, des abus ou des délits ont été commis et les droits de tous n'ont pas été respectés», a admis le chef de l'Etat, assurant qu'il n'y aurait pas «d'impunité». La Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) a annoncé à son tour lundi l'envoi au Chili d'une équipe d'enquêteurs pour recueillir des témoignages.

Depuis le 18 octobre, plus de 15 000 interpellations ont eu lieu, dont 3 500 pour des pillages, selon la police. Au total, 5 300 actes violents ont été perpétrés par les manifestants.

Après un mois de crise, les Chiliens se retrouvent désormais divisés entre ceux qui veulent revenir à la normalité et ceux qui souhaitent maintenir la pression sur le gouvernement.

AFP

Selon l'ONU

Plus de 7 millions d'enfants privés de liberté dans le monde

Plus de 7 millions d'enfants dans le monde sont privés de liberté et leur sort constitue une violation de la Convention des droits de l'enfant", déplore lundi l'ONU dans une nouvelle étude présentée à Genève.



« Il ressort clairement des opinions exprimées par les enfants dans l'étude que, pour eux, la privation de liberté signifie essentiellement la privation de leur enfance », souligne cette étude établie par l'Expert indépendant de l'ONU, Manfred Nowak.

Il ressort de ce rapport que "les enfants privés de liberté sont invisibles pour la grande majorité de la société et viennent de segments les plus pauvres de la société, appartenant aux minorités eth-

niques et religieuses, aux peuples autochtones, aux familles de migrants ou de réfugiés».

« Ces enfants sont victimes d'abus, de négligence et d'exploitation par d'autres personnes. Plutôt que de grandir avec leur famille ou dans un milieu de type familial dans le contexte des systèmes de protection de l'enfance, les enfants sont détenus dans des institutions ou des centres de détention de la justice pénale et grandissent sans liberté », fait valoir le rapport.

Parmi ces enfants vulnérables,

le rapport fait état d'une forte augmentation du nombre d'enfants détenus dans le contexte des conflits armés et de la sécurité nationale.

« Une augmentation sous l'impulsion de mesures antiterroristes agressives qui comprennent la détention et la poursuite d'enfants pour des activités en ligne, y compris des messages sur Facebook et Twitter », relève le document.

Toutefois le rapport ne tient pas compte du nombre « d'enfants détenus par les groupes armés

non étatiques et les groupes terroristes », précise M. Nowak.

Par ailleurs, bien que les experts de l'ONU aient conclu que la détention d'enfants pour des raisons liées à la migration ne peut jamais être dans l'intérêt supérieur de l'enfant, au moins 330.000 enfants dans 80 pays sont détenus chaque année dans des centres d'immigration.

Plus largement, au moins 410.000 enfants sont détenus chaque année dans des prisons et des centres de détention provisoire où la violence est « endémique ». Ce chiffre ne comprend pas le million d'enfants détenus chaque année par la police.

Aussi, bon nombre d'entre eux sont accusés d'« infractions liées au statut », notamment l'absentéisme scolaire, la désobéissance et la consommation d'alcool avant l'âge légal. Le sort des enfants handicapés qui sont « nettement surreprésentés » en détention dans le contexte de l'administration de la justice et des institutions est une autre source de préoccupation, met en exergue l'ONU.

Environ 670.000 enfants ont été placés par les autorités judiciaires dans des institutions répondant à la définition légale de la privation de liberté.

Cependant, le nombre total d'enfants placés en institution est supérieur à 5,4 millions.

« La détention des enfants est contre-productive, très coûteuse et nuit à leur santé et à leur dévelop-

pement », insistent les enquêteurs onusiens.

L'enquête souligne que l'enfance est le moment où les enfants développent leur personnalité, leurs relations affectives avec les autres, leurs aptitudes sociales et éducatives et leurs talents.

Et soutient que « priver les enfants de leur liberté est une forme de violence structurelle que les Etats se sont effectivement engagés à éliminer en vertu de l'article 16.2 des Objectifs du développement durable.

D'autant que c'est une réalité qui contraste directement avec l'exigence de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui stipule clairement que la détention des enfants ne doit être utilisée qu'en dernier recours et pour la durée la plus courte possible.

Bien que certains progrès aient effectivement été réalisés ces dernières années, l'étude souligne la nécessité impérieuse de faire beaucoup plus en termes de désinstitutionalisation, de déjudiciarisation, de fin de la détention liée aux migrations et d'autres mesures afin de se conformer à la Convention.

« Etant donné que chaque enfant a le droit de grandir dans un environnement familial, il incombe aux Etats d'investir davantage de ressources pour soutenir les familles et les systèmes de protection de l'enfance », recommande l'étude.

M. R.

Pakistan

L'ex-Premier ministre Sharif à Londres pour des soins médicaux

L'ex-Premier ministre du Pakistan, Nawaz Sharif, destitué en 2017 pour corruption présumée et libéré sous caution fin octobre pour des raisons médicales, est parti mardi pour Londres où il doit recevoir des soins, ont indiqué son médecin et ses proches.

Agé de 69 ans, M. Sharif souffre de troubles sanguins, d'hypertension et d'une détérioration de ses fonctions rénales, selon ses proches. Il « se bat pour sa santé et sa vie », a récemment indiqué son médecin. « M. Sharif a quitté Lahore pour Londres pour s'y faire soigner », a déclaré à la presse un haut responsable de son parti, Pervaiz Rasheed. L'ancien chef de gouvernement a embarqué mardi matin à bord d'un vol médical affrété par Qatar Airways pour Londres via Doha. Des membres de son parti ont salué son départ depuis son

domicile de Lahore (est) en couvrant sa voiture de pétales de rose.

Trois fois Premier ministre de son pays, destitué en 2017 par la Cour suprême pour corruption présumée et emprisonné depuis, M. Sharif avait été libéré sous caution fin octobre et autorisé à se rendre à l'étranger pour se faire soigner.

Le gouvernement de l'actuel Premier ministre Imran Khan avait initialement indiqué qu'il ne s'opposerait pas à ce voyage mais avait par la suite ajouté une condition sous la forme d'une obligation financière à hauteur de 7 milliards de roupies (45 M USD), immédiatement rejetée par le parti de M. Sharif, le PML-N.

Cette condition a finalement été levée par la justice au terme de plusieurs jours de blocage politique. M. Sharif dispose de 4 semaines pour se faire soigner, une période

qui pourra être étendue si ses médecins le jugent nécessaire.

Personnage central de la vie politique pakistanaise, Nawaz Sharif, surnommé « le Lion du Pendjab », est un magnat de l'acier de cette région, la plus riche du Pakistan.

La Cour suprême l'avait destitué et écarté à vie de la politique, ce qu'il avait dénoncé comme une conspiration de l'armée. Il a ensuite été condamné à dix ans de prison pour possession au Royaume-Uni de biens immobiliers détenus via des holdings offshore.

Remis en liberté en septembre 2018 dans l'attente de la fin d'une procédure en appel, il a été de nouveau incarcéré fin décembre 2018 après une seconde condamnation à sept ans de prison pour corruption.

M. N.

Chine

15 mineurs tués dans un coup de grisou

Quinze mineurs ont été tués et neuf autres blessés en Chine lors d'un coup de grisou dans une mine de charbon de la province du Shanxi (nord), a annoncé mardi l'agence Chine nouvelle.

L'explosion s'est produite lundi près de la ville de Pingyao alors que 35 mineurs travaillaient au fond de la mine. Onze d'entre eux sont parvenus à s'échapper, selon l'agence de presse officielle.

Les blessés étaient mardi dans un état stable, a-t-elle précisé.

Les explosions meurtrières sont monnaie courante en Chine, où 21 mineurs ont perdu la vie en octobre 2018 dans le Shandong (est) et au moins 59 en décembre 2016 en Mongolie intérieure (nord) et dans le Heilongjiang (nord-est).

M. T.

Iran

Trois agents de l'ordre tués par des "émeutiers"

Trois agents des forces de l'ordre iraniennes ont été tués à l'arme blanche par des "émeutiers" près de Téhéran, ont rapporté dans la nuit de lundi à mardi les agences Isna et Fars.

Une des victimes, identifiée comme Mortéza Ebrahimi était un officier des Gardiens de la Révolution, et les deux autres, Majid Cheikhi et Mostafa Rézaï, membres du Bassidj, corps de volontaires,

écrivent les deux agences, en citant un communiqué d'une base locale des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique.

Des « émeutiers ont tué les trois hommes à l'aide d'armes blanches après les avoir encerclés dans une embuscade » tendue dans la province de Téhéran, à l'ouest de la capitale, rapportent Fars et Isna, sans préciser le lieu des faits. Fars ajoute qu'Ebrahimi

venait d'avoir "récemment" un « deuxième enfant » et que Cheikhi et Rezaï étaient âgés respectivement de 22 et 33 ans. Les funérailles des trois hommes doivent avoir lieu mercredi. Selon la télévision d'Etat, une « cérémonie d'adieu » pour deux d'entre eux doit avoir lieu mardi après-midi à Téhéran. Depuis vendredi soir, de nombreuses villes d'Iran ont été touchées par des émeutes ayant éclaté quelques heures

après l'annonce d'une hausse du prix de l'essence. Le décès du Pasdar (« Gardien ») et des deux Bassidji porte à cinq le nombre de morts officiellement confirmés depuis le début de l'agitation.

Six autres personnes au moins ont été tuées, selon des informations publiées par diverses agences iraniennes, généralement sans source ni beaucoup de détails.

Reda A.

4^{ème} Semaine de la cuisine italienne dans le monde

«La diète méditerranéenne ou la santé en plus du goût», présentée à Alger

«Cuisine italienne et diète méditerranéenne : la santé en plus du goût», est le thème d'une table ronde sur la nécessité de «manger naturel, sain et équilibré», animée, lundi soir à Alger, par des experts nutritionnistes italiens et algériens, dans le cadre de la 4^{ème} édition de la Semaine de la cuisine italienne dans le monde.

Organisée à l'Espace Agora de la librairie L'Arbre à dire à Sidi Yahia (Hydra), la rencontre a permis à un public restreint de saisir les bienfaits de la Diète méditerranéenne, à travers les interventions du professeur endocrinologue et expert nutritionniste italien, Mauri Magno, du professeur en pédiatrie et président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (Forem), Mustapha Khiati et du docteur vétérinaire, représentant de l'Association Torba pour le respect de la Terre, de la nature et de l'environnement, Khaled Kalache.

La diète méditerranéenne est un processus nutritionnel sain, fondé sur la consommation équilibrée de céréales (blé, épeautre, orge et avoine), les légumineuses, les fruits frais et secs, l'huile d'olive et le poisson, constituant un «style de vie méditerranéen», aux vertus de modération, socialisation (à tra-



vers la convivialité du manger ensemble), saisonnalité, biodiversité et de respect de l'environnement, entre autres, apprécié dans le monde entier.

Rappelant que chaque genre de cuisine était «directement liée à l'identité et à la culture du pays qu'il représentait», l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara, premier à intervenir, a cependant souligné les «similitudes» existant entre les cuisines italienne et algérienne dans le grand menu de l'Ensemble méditerranéen.

Les intervenants sont ensuite revenus sur l'évolution de «la manière de se nourrir», relatant l'historique de différents aliments et leurs apports nutritionnels à l'organisme humain, ainsi que l'époque où ils ont été adoptés par leurs sociétés respectives, pour s'arrêter longtemps sur les bienfaits de la diète méditerranéenne, allant dans le détail

des capacités, pesées et doses des différents ingrédients recommandés dans les menus.

La nourriture saine, à base de produits naturels, ordonnée de manière équilibrée à l'échelle quotidienne ou hebdomadaire, a été mise en valeur par les conférenciers, à travers l'exemple de La diète méditerranéenne qui a été inscrite en 2010 au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, par l'Organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) après que des études scientifiques aient conclu que l'alimentation des pays méditerranéens «permettait de vivre plus longtemps».

Evoquant les expériences vécues avec le collectif dont il fait partie, Khaled Kalache a, quant à lui, présenté l'Association Torba, fondée en 2013, invitant l'assistance à promouvoir l'agriculture urbaine, développer les jar-

dins partagés en péri-urbains et maintenir le contact avec la terre à travers l'activité paysanne, entre autres, pour «arriver à consommer sain et équilibré».

Les trois intervenants ont appuyé leurs propos par des projections de vidéos et d'images de plats traditionnels, ainsi que l'exposition de paniers remplis de produits naturels (huile d'olive, miel, fruits, légumes...).

Des soirées gastronomiques, des projections de films et des rencontres sont au programme de la 4^{ème} édition de la Semaine de la cuisine italienne dans le monde, organisée du 18 au 24 novembre à Alger, Oran et Annaba, par le ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, avec pour but de promouvoir les traditions culinaires et gastronomiques en tant que signes distinctifs de l'identité et la culture italienne. **K. M.**

Etats-Unis

Les grands studios vont pouvoir détenir des salles de cinéma

Tous les grands studios américains vont pouvoir détenir des salles de cinéma aux Etats-Unis, ce qui était jusqu'ici interdit à la plupart d'entre eux, a annoncé lundi un responsable du ministère américain de la Justice chargé de la concurrence.

La séparation entre production et distribution des films est en vigueur aux Etats-Unis depuis 1948, en vertu d'un accord entre les studios et ce ministère.

Le gouvernement américain avait en 1938 attaqué en justice les cinq grands studios d'Hollywood, qu'il accusait d'entente pour contrôler l'industrie toute entière.

Dans un discours prononcé lundi devant l'Association américaine des avocats (ABA), un adjoint du ministère de la Justice, Makan Delrahim, a annoncé que le ministère allait demander à un tribunal de mettre fin à cette séparation obligatoire.

Après examen, le gouvernement estime qu'il est «peu probable» que les studios liés par cette interdiction et toujours en activité aujourd'hui puissent s'entendre de nouveau pour contrôler l'industrie du cinéma.

Parmi les cinq studios concernés figuraient Paramount, MGM, Warner Bros, 20th Century Fox, tous encore en activité, et RKO Pictures, disparu en 1959.

Plusieurs grands studios, principalement Disney, Sony ou Netflix, nés après cette interdiction, n'étaient pas concernés par elle.

«Ce serait une erreur de la part des autorités de la concurrence de brider le potentiel de l'innovation tournée vers le client», a expliqué Makan Delrahim. «Nous ne pouvons pas faire comme si la distribution et la projection des films étaient la même qu'il y a 80 ans». La levée de l'interdiction porte également sur une pratique baptisée «block booking» qui consistait pour les studios à exiger d'une salle ou d'un réseau de salles qu'ils projettent plusieurs de leurs films et non un seul, sous la menace de les priver de toute leur offre.

K. L.

Peinture

«D'un univers à un autre», nouvelle exposition de Khaled Rochdi Bessaïh

Une exposition de peinture revisitant l'univers figuratif du peintre italien Amadeo Modigliani (1884-1920) avec une touche contemporaine et une palette chatoyante, montée par le plasticien algérien Khaled Rochdi Bessaïh se poursuit jusqu'au 25 novembre à Alger.

Organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) la nouvelle exposition du plasticien, intitulée «D'un univers à un autre» se tient à la villa Dar Abdeltif.

Formes étirées, visages sans regards ou déconstruits constituent l'essentiel de cette exposition qui puise son inspiration dans l'oeuvre du peintre italien, un des symboles de l'art moderne, en optant pour de nouveaux modèles, une palette de couleurs chaudes et chatoyantes et une précision

assimilée aujourd'hui à l'art numérique.

Dans ses oeuvres, Khaled Rochdi Bessaïh s'inspire, lui aussi, des masques propres au théâtre italien qu'il déconstruit pour réassembler des visages à la symétrie inversée ou en fragments évoquant un miroir brisé, tout en reproduisant des modèles féminins occidentaux des années 1920 et en restant fidèle au costumes et accessoires.

Des portraits de marins à la tête étirée, de clowns au cou disproportionné ou encore de femmes portant la touche étirée et décalée de Modigliani constituent l'essentiel de cette exposition se distingue par un grand travail sur la couleur.

La majeure partie des figures proposées sont également issues de «Peinture en poésie», une précédente exposition de l'ar-

tiste en 2016.

Ces tableaux évoquent toujours un comportement, une attitude, un malaise ou un sentiment et non des personnages physiques.

Quelques oeuvres, inspirées de mangas et de la bande dessinée, issues de précédentes expositions de l'artiste, sont également exposées.

Diplômé en droit et plasticien autodidacte, Khaled Rochdi Bessaïh compte à son actif trois expositions individuelles en Algérie. Il est également sculpteur et musicien.

Inaugurée samedi, l'exposition «D'un univers à un autre», est ouverte aux visiteurs jusqu'au 25 novembre à la villa Dar Abdeltif à Alger.

Bilal L.

PAROLES DE FEMMES

«Comme la majorité des femmes, je suis plus forte que je n'en ai l'air.»

Eva Peron



FEMMES

ILS ONT DIT :

«La patience a beaucoup plus de pouvoir que la force.»
Plutarque

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Monica Bellucci très présente pour ses filles : «Comme toutes les mamans, je dépose mes enfants à l'école, puis je fais les courses»

Loin d'être une diva, Monica Bellucci a les pieds sur terre. Sa priorité reste ses deux filles. Très présente pour Deva et Léonie, la comédienne assure d'ailleurs qu'elle les emmène tous les jours à l'école. Comme n'importe quelle maman, précise-t-elle.

Maman avant tout. «Comme toutes les comédiennes et comme toutes les mamans, je dépose mes enfants à l'école, puis je passe faire les courses», clame Monica Bellucci hier dans les colonnes du *Figaro*. A 55 ans, la magnifique Italienne se lance un nouveau défi : faire ses débuts au théâtre en lisant des lettres de Maria Callas. Au cours de l'interview, un parallèle a été fait entre les deux femmes. Pourtant, Monica Bellucci l'assure : «On est dans une période très différente».

Certes, Maria Callas était «supermoderne. Elle a divorcé en Italie en 1959. Elle voulait être libre dans un moment qui ne le tolérait pas», explique la comédienne. Mais la célébrité est désormais désacralisée. «Les temps où les divas étaient intouchables sont révolus. Le rapport au rêve engendré par les stars a changé, il s'est humanisé», assure-t-elle. Et elle sait de quoi elle parle. Maman de deux filles, Monica Bellucci le voit quotidiennement.

Il y a 50 ans, elle n'aurait sans doute pas pu emmener ses filles à l'école sans qu'une horde de photographes ne l'assaille, ou sans que les autres parents ne la suivent du regard. Aujourd'hui, Monica Bellucci peut certainement profiter davantage de ces précieux moments mère-filles. Et tant mieux, puisque cela lui tient à cœur. Très fusionnelle avec Deva et Léonie - respectivement âgées de 15 et 9 ans -, Monica Bellucci ne se séparerait pas d'elles lorsqu'elles étaient petites.

Alors que Deva n'avait que 3 ans, l'ex-compagne de Vincent Cassel confiait à *Psychologies magazine* être le plus souvent possible collée à sa princesse. «Elle est toujours avec moi quand je tourne. J'ai une nounou, et ma maman voyage souvent avec moi, donc je me fais aider. C'est une chance inouïe de faire ce métier», s'enthousiasmait. Un souvenir sans doute lointain pour elle, puisque désormais son aînée voyage régulièrement pour les besoins de sa carrière de mannequin. Quoi qu'il en soit, Monica Bellucci ne manque jamais une occasion de passer du temps avec ses filles. Si bien qu'elle assiste même régulièrement à des repas familiaux avec Vincent Cassel, Tina Kunakey et leur fille de sept mois.



GROSSESSE :

Les nausées sont un signe de bonne santé du bébé

Les nausées matinales sont loin d'enchanter les futures mamans. Pourtant, elles seraient un signe de bonne santé et d'intelligence du bébé à naître.

Les futures mères qui souffrent de nausées pendant leur grossesse donnent naissance à des bébés en meilleure santé, plus intelligents et courent moins de risques de fausse-couche et d'accouchement prématuré, selon une étude canadienne.

Réalisés au sein de l'hôpital pour enfants de Toronto, ces travaux révèlent que les enfants dont les mères ont vécu des nausées matinales développent moins de malformations congénitales pendant leur développement in utero. D'après les résultats de tests non verbaux, ces bébés obtiennent également des meilleures notes que ceux nés de mères n'ayant pas eu de maux de cœur.

Des niveaux hormonaux élevés

Les chercheurs ont analysé 10 études menées à travers cinq pays entre 1992 et 2012 sur près de 850 000 femmes enceintes pour arriver à ces résultats, publiés par la revue

Reproductive Toxicology. Les causes du lien entre nausées de la mère et bonne santé du bébé sont difficiles à établir, expliquent-ils, mais ils avancent une hypothèse selon laquelle les niveaux hormonaux élevés aideraient le bébé, tout en provoquant les nausées, qui touchent

près de 80% des femmes.

Les femmes qui n'en souffrent pas auraient entre trois et 10 fois plus de risques de faire une fausse-couche dans le premier trimestre de leur grossesse, précise le journal *The Daily Telegraph*. «Notre analyse indique qu'il est

logique de rassurer les femmes qui ont des nausées car, dans la majorité des cas, leur symptômes peuvent conférer un pronostic foetal favorable pour leurs bébés à naître», conclut l'auteur principal de l'étude, Gideon Koren, cité par le quotidien britannique.

FLEUR D'ORANGER, L'EAU CALMANTE

Très douce, l'eau de fleur d'oranger est une eau «active» qui stimule l'éclat cutané. Rafrâchissante, elle est aussi multi-usage, donc très utile sous le soleil.

Son délicieux parfum de Méditerranée nous plonge illico en vacances. Légèrement sucrée et très ensoleillée, la fleur d'oranger distille son odeur depuis le bigaradier, un petit arbuste, sur lequel elle pousse dans les pays du sud de l'Europe et surtout en

Espagne, en Italie et au Maroc. «Comme toutes les eaux florales, l'eau de fleur d'oranger est obtenue par distillation à la vapeur d'eau», explique Didier Thevenin, directeur de la formation chez Melvita. En passant au travers de la fleur, la vapeur «capte» certaines de ses molécules volatiles.

Lorsqu'elle se refroidit et se condense pour revenir à l'état liquide, la vapeur se sépare alors en deux phases : en surface la phase grasse, l'huile essentielle, et au fond, la phase aqueuse, l'eau florale qui contient les molécules olfactives de la plante et une infime partie de son huile essentielle. Ce qui donne à l'eau de fleur d'oranger toutes ses vertus calmantes et régénérantes, précieuses dans des soins pour le

visage comme pour le corps. Et si on trouve l'eau de fleur d'oranger souvent dans des petites bouteilles bleues, c'était, à l'origine, pour la distinguer des médicaments, que les herboristes stockaient dans des fioles marron. Aujourd'hui, on sait que ce bleu réfléchit les rayons UV, ce qui permet de mettre l'eau florale, très fragile, à l'abri de l'intensité lumineuse, et donc de préserver ses qualités.

Un tonifiant naturel pour la peau

L'eau de fleur d'oranger réveille l'épiderme et le tonifie. Adoucissante, elle permet de rééquilibrer les peaux sèches, de les rendre plus souples et éclatantes. Elle préviendrait même

les démangeaisons des peaux sensibles. Elle peut s'utiliser pure directement sur la peau, contrairement à l'huile essentielle trop puissante.

Un stimulant pour les cheveux et les ongles

En plus de cet effet adoucissant de l'épiderme, les laboratoires Melvita viennent de démontrer l'affinité de l'eau de fleur d'oranger avec la fibre capillaire : «Elle stimulerait une vingtaine de gènes, responsables de la bonne santé des cheveux et impliqués dans la constitution des fibres capillaires», poursuit Didier Thevenin. «Elle favoriserait même la repousse des ongles.»



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Badminton / Open international du Cameroun

L'Algérie décroche quatre médailles de bronze

La sélection algérienne de badminton a décroché quatre médailles de bronze à l'Open international du Cameroun, disputé du 14 au 18 novembre au Palais des sports de Yaoundé avec la participation de 24 pays. Les médailles algériennes ont été remportées en double par Mohamed Ouchefoun-Lynda Mazri, Seifddine Larbaoui-Halla Boukasni, Lynda Mazri-Halla Boukasni et Mohamed Ouchefoun-Seifddine Larbaoui. Le président de la Fédération algérienne de la discipline, Amin Zoubiri, s'est dit satisfait des résultats obtenus lors de ce rendez-vous international. «Les médailles décrochées par nos jeunes athlètes à Yaoundé sont très motivantes pour l'avenir, d'autant plus que nous avons engagés des juniors dans une compétition consacrée aux seniors qui sont en course pour obtenir leur ticket aux Jeux olympiques de Tokyo 2020», a-t-il déclaré. La 3^e édition de l'Open international du Cameroun a été marquée par la visite du président du Comité olympique international (CIO), l'Allemand Thomas Bach, et le président de l'association des comités olympiques africains, l'Algérien Mustapha Berraf, qui n'ont pas manqué d'éloges pour les jeunes badistes algériens. Par ailleurs, Zoubiri a indiqué que la doublette composée de Youcef Sabri Medal et Kocella Maâmeri, va prendre part à l'Open de Zambie prévu à la fin novembre à Lusaka, avant de se rendre aux Etats Unis début décembre pour participer à un autre tournoi. Medal et Maâmeri seront également présents à l'Open international d'Afrique du Sud prévu à la fin décembre. «Nous avons tracé un programme spécifique pour ces deux athlètes, afin qu'ils prennent part à un maximum de tournoi et récolter le plus grand nombre de points en vue d'une qualification aux JO 2020», a-t-il fait savoir.

Athlétisme

Toufik Makhloufi distingué à Souk Ahras

Le coureur Toufik Makhloufi a été honoré, lundi soir au siège de la wilaya de Souk Ahras, après avoir remporté la médaille d'argent du 1 500 m des Championnats du monde d'athlétisme disputés à Doha (Qatar). Natif de Souk Ahras, l'athlète Makhloufi a été honoré par le wali de ladite wilaya, Lounès Bouzegza, la direction de la jeunesse et des sports, le président d'APC de Souk Ahras et le président de la Ligue d'athlétisme de Souk Ahras. Le wali de la wilaya de Souk Ahras a estimé que le niveau de prestation de Toufik Makhloufi «a témoigné de la capacité concurrentielle des jeunes sportifs algériens», mettant en avant le travail et la persévérance de Makhloufi qui lui ont permis d'atteindre le sommet. Le parcours sportifs de cet athlète et ses sacrifices «doivent être une source d'inspiration pour plusieurs jeunes sportifs de différentes spécialités qui porteront l'emblème nationale lors des différentes manifestations internationales», a-t-il poursuivi. Accompagné de son père, le coureur Makhloufi a exprimé sa joie quant à l'initiative des autorités de la wilaya de Souk Ahras, affirmant qu'il continuera ses efforts afin d'obtenir d'autres médailles lors des prochains rendez-vous sportifs.

Championnat national universitaire de handball messieurs

L'équipe de Béjaïa remporte le titre

L'équipe de l'Office des œuvres universitaires (Oonou) de la wilaya de Béjaïa a remporté le championnat national universitaire de handball messieurs, qui a pris fin lundi à Tiaret. L'équipe de l'Onou de Sétif s'est adjugée la deuxième place et l'équipe d'El Oued a complété le podium de ce tournoi qui s'est déroulé sous forme d'un mini-championnat avec la participation de six équipes. L'équipe de Béjaïa a été honorée lors d'une réception marquée par la remise des diplômes aux équipes participantes à ce championnat organisé par l'Office des œuvres universitaires de la wilaya de Tiaret et l'université Ibn Khaldoun dans le cadre d'une convention entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Jeunesse et des Sports et la contribution de la direction du secteur et la Ligue de wilaya de handball de Tiaret.

Eliminatoires CAN 2021 (2^{ème} journée - Gr. H)/Botswana 0 - Algérie 1

Les Verts réussissent un sans-faute



L'Equipe nationale algérienne a, encore une fois, réussi une belle performance en battant le Botswana sur le score de (1/0) chez lui à Gaborone, renforçant de ce fait, sa place de leader du groupe H pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2021. Les Fennecs ont démontré qu'ils restaient intraitables même à l'extérieur de leurs bases étant donné qu'ils ont décroché les trois points du succès alors que logiquement, le Botswana partait avec les

faveurs du pronostic, puisque le match se jouait chez lui et devant son public. Il faut savoir qu'il s'agit là de la 18^e rencontre sans aucune défaite et le deuxième consécutif lors de ces éliminatoires que les Verts avaient débuté de fort belle manière en l'emportant sur le score sans appel de 5/0 au stade Tchaker face à la Zambie, jeudi dernier. C'est dire que les Algériens ont terminé l'année 2019 de fort belle manière avec des statistiques fort éloquentes qui en disent long sur le travail accompli par le coach national, Djamel

Belmadi et ses poulains. La victoire des Verts a été possible grâce à un fabuleux but de l'attaquant de la formation saoudienne du Ahly Djeddah, Youcef Belaïli qui, à la 14', logeait la balle dans le coin du filet après avoir botté un corner direct sur la gauche du portier botswanais. Les Verts pouvaient bien ajouter d'autres buts avec les nombreuses occasions qu'ils se sont créées, mais la précipitation des attaquants ne leur a pas permis de corser la mise. C'est en tout cas là une belle opération pour les champions d'Afrique qui ne

devraient pas trouver de difficultés à arracher le billet qualification pour la prochaine édition qui aura lieu au Cameroun. Le driver des Verts, Djamel Belmadi, s'est dit satisfait de ce succès qui permet à son équipe de se rapprocher de plus en plus de la qualification, même s'il s'est dit très remonté contre le fait que les joueurs adverses ont usé d'une agressivité incompréhensible à l'égard de ses éléments, tout en avouant aussi que le terrain a handicapé l'équipe qui n'a pas pu développer son football habituel. *Imad M.*

Schalke 04

Bentaleb rejouerait avec la réserve la semaine prochaine

Le milieu international algérien de Schalke 04 (Div.1 allemande de football) Nabil Bentaleb, éloigné des terrains depuis septembre, pourrait retrouver la compétition dès la semaine prochaine avec l'équipe réserve de la formation de la Ruhr, rapporte lundi la presse locale. Toutefois son retour à la compétition dépendra de l'avis de son entraîneur : «Dans le cas de Bentaleb, un joueur doit s'entraîner durant 5 mois pour

retrouver ses capacités». Victime d'une déchirure du ménisque, Bentaleb (24 ans) a été opéré en septembre dernier. L'ancien joueur de Tottenham (Angleterre) n'a joué aucun match cette saison et plusieurs médias ont indiqué que les dirigeants de Schalke aimeraient le vendre durant le prochain mercato. Bentaleb s'entraîne depuis deux semaines avec les U23 de Schalke pour retrouver un peu ses capacités phy-

siques. Annoncé sur le départ durant l'intersaison au Werder Brême, cette blessure a mis fin aux négociations et le joueur algérien a fini par rester au club de la Ruhr cette saison. Bentaleb en disgrâce avec les dirigeants de son club depuis la fin de la saison dernière, avait été également écarté de la sélection algérienne sacrée championne d'Afrique lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2019, cet été en Egypte.

MC Saïda

Hamdad Kouider nouvel entraîneur

Hamdad Kouider a été désigné nouvel entraîneur du Mouloudia club de Saïda (MCS) évoluant en ligue 2 professionnelle de football, a-t-on appris lundi de la direction du club. Le nouveau coach remplace Sabeur

Bensmaïl désigné mercredi dernier à la barre technique de l'Equipe nationale de football de la catégorie des U 20 ans, a-t-on indiqué. Hammad Kadirou a souligné qu'il œuvrera pour réaliser des résultats positifs avec le MCS appelant tous

les fans du club à se mobiliser pour le soutenir matériellement et moralement durant la saison footballistique en cours. Le MC Saïda affrontera le DRB Tadjanet mercredi prochain au stade 13 Avril 1958 de Saïda pour le compte de la 13^e jour-

née du championnat de Ligue 2. Une prime d'encouragement est promise aux joueurs en cas de victoire, a-t-on fait savoir. Le MCS occupe actuellement la 13^e place au classement de Ligue 2 professionnelle avec 14 points.

Classement mondial féminin ITF de Tennis

Inès Ibbou 178^e

L'Algérienne, Inès Ibbou, a gagné deux places dans le nouveau classement mondial féminin, dévoilé lundi par la Fédération internationale de tennis (ITF), se positionnant ainsi au 178^e rang. Autre progression algérienne dans le Ranking de cette semaine, celle de Hanine

Boudjadi, ayant gagné six places, pour se positionner au 1 776^e rang, au moment où sa soeur, Yassamine, a perdu deux places, régressant ainsi au 1 863^e rang, elle qui avait réalisé une ascension de 13 places, il y a une semaine. Autre régression algérienne ce lundi, celle de l'Oranaise Amira

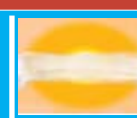
Benaïssa, désormais 1 524^e, après une perte de quatre places dans cette nouvelle hiérarchie de l'ITF, toujours dominée par l'Australienne Seone Mendez qui caracole en tête, devant l'Egyptienne Sandra Samir et la Brésilienne Thaisa Grana Pedretti.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Colonies israéliennes

Rejet international de la position américaine

La communauté internationale qui condamnait la politique de colonisation israélienne a été unanime mardi sur le rejet de la décision des Etats-Unis de ne plus la considérer (la colonisation) comme contraire au droit international, rappelant qu'une telle position bafoue la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies. Après avoir considéré El Qods occupée comme "capitale d'Israël et une partie du plateau du Golan syrien comme israélien", la Maison Blanche estime désormais que les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, où vivent également 2,7 millions de Palestiniens "ne sont pas contraires au droit international".

Washington change ainsi non seulement sa politique mais va à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, comme la 2334, qui considèrent les colonies comme une "violation du droit international humanitaire" mettant "gravement en péril" la solution à deux Etats, a-t-on averti. Si la colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée s'est poursuivie sous tous les gouvernements israéliens depuis 1967, elle s'est accélérée ces dernières années sous l'impulsion du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et de son allié à Washington, le président Donald Trump. Le secrétaire général de la Ligue Arabe, Ahmad Abu Gheith a condamné "fermement" les propos du secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, soulignant que "cette position constitue un développement négatif". Abu Gheith a mis en garde que cette position "poussera les colons israéliens à plus de violence farouche contre les Palestiniens et entrave les chances d'une paix juste ainsi que la fin de la colonisation". Il a indiqué que le droit international "est formulé par la communauté internationale et non pas par un seul pays malgré son importance, affirmant que l'occupation israélienne des territoires palestiniens restera condamnée par tout le monde". Le secrétaire général de la Ligue Arabe a exprimé sa "ferme préoccupation du mépris du principe juridique consacré par le droit international et le droit international humanitaire, en particulier la quatrième Convention de Genève, qui interdit à la puissance occupante de transférer sa population des territoires qu'elle occupe". Il a conclu que les Etats-Unis "doivent changer leur position en tant que puissance mondiale censée respecter et appliquer la loi". Pour sa part, la cheffe de la diplomatie européenne Federica Mogherini, a déclaré que "la position de l'Union européenne sur la politique de colonisation israélienne dans le territoire palestinien occupé est claire et reste inchangée : toute activité de colonisation est illégale au regard du droit international et compromet la viabilité de la solution à deux

Etats et les perspectives d'une paix durable, comme le réaffirme la résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies".

"L'UE demande à Israël de mettre fin à toute activité de colonisation, conformément à ses obligations en tant que puissance occupante", a-t-elle ajouté.

"L'UE continuera de soutenir la reprise d'un processus constructif en vue d'une solution négociée prévoyant deux Etats, seul moyen réaliste et viable de réaliser les aspirations légitimes des deux parties", a-t-elle conclu.

R. L.



Tipaza

Identification de deux terroristes parmi les trois abattus



Deux terroristes, parmi les trois neutralisés suite à l'opération menée durant la période du 3 au 6 novembre 2019, par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la commune de Damous (Tipaza), ont été identifiés, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération menée durant la période du 3 au 6 novembre 2019, par des détachements de l'ANP dans la localité de Djebel El Riacha, commune de Damous, wilaya de Tipaza/1ère Région militaire et qui a permis la neutralisation de trois (03) terroristes et la saisie d'un lot d'armement

et de munitions, il a été procédé à l'identification de deux (2) d'entre eux. Il s'agit en l'occurrence des dénommés Mohamed Merrouch dit Abou El-walid et El-Djilali Berkech, qui avaient rallié les groupes terroristes, respectivement, en 1991 et 1995», note la même source.

Dans le même contexte, un détachement de l'ANP «a découvert, le 18 novembre 2019, lors de l'opération de fouille et de ratissage toujours en cours, dans la localité de Abdelmadjid, commune de Ammoura, wilaya de Djelfa/1ère RM, un (1) abri pour terroristes contenant une (1) bombe de confection artisanale et une quantité de munitions s'élevant à 200 balles, tandis que d'autres détachements de l'ANP ont

arrêté, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, trois (3) éléments de soutien aux groupes terroristes à Blida/1ère RM et Skikda/5èmeRM».

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, et lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam/6ème RM, des détachements de l'ANP «ont intercepté 13 personnes et saisi cinq (5) véhicules tout-terrain, quatre (4) groupes électrogènes, quatre (4) marteaux-piqueurs, 900 grammes de TNT, des outils de détonation, ainsi que 19 quintaux de denrées alimentaires destinés à la contrebande», ajoute la même source.

T. H.

Oum El Bouaghi

Saisie de 500 grammes de cocaïne et un pistolet semi-automatique

Les éléments de la sûreté de la ville d'Ain M'lila (Oum el Bouaghi) ont procédé à la saisie de 500 grammes de cocaïne, un pistolet semi-automatique ainsi que 8 kg de kif traité, a rapporté, lundi, la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

La même source a indiqué, à ce propos, que les éléments de la police judiciaire de la sûreté d'Ain M'lila ont été informés de l'existence d'une activité criminelle au centre-ville ayant trait à un trafic et vente de stupéfiants et de drogues dures. Selon la même source, l'enquête a permis d'arrêter l'un des suspects, âgé de 34 ans, à Ain M'lila et de saisir plus d'un kilo de kif traité prêt à la vente, 475 comprimés psychotropes, des armes blanches prohibées

et la somme de 87 500 DA. Cette intervention a permis par la suite d'appréhender le principal fournisseur, âgé de 43 ans, résidant dans la cité Bakha à Ain M'lila, en possession de 7,362 kg de kif traité, 504 grammes de cocaïne en plus d'un montant de 3 867 500 DA, 600 euros, un pistolet semi-automatique, 19 cartouches de calibre 7,65 mm, 2 autres de calibre 12 mm, une balance électronique, ainsi que des faux documents d'identité et 4 téléphones portables, a détaillé la même source. Un dossier pénal a été élaboré à l'encontre des deux suspects qui ont été présentés devant le procureur près le tribunal d'Ain M'lila, a-t-on signalé.

R. K.

ACTU...

Transport ferroviaire Inauguration d'une nouvelle desserte reliant Alger à Tébessa

Une nouvelle desserte ferroviaire reliant Alger à Tébessa sera lancée aujourd'hui par la Société nationale des transport ferroviaires (SNTF), a annoncé mardi l'entreprise dans un communiqué.

La mise en circulation de la nouvelle ligne, Tébessa/Alger, se fera avec des voitures contenant des places assises et des couchettes, "complètement rénovées et répondant aux normes internationales en matière de sécurité, de qualité et de confort", a précisé la même source.

La circulation inaugurale de cette nouvelle ligne aura lieu dans l'après-midi du mercredi par un départ de Tébessa vers Alger, a ajouté la SNTF.

Les dessertes en partance de Tébessa sont auront lieu les samedis, lundis et mercredis à 17h30, alors que les départs du train à partir d'Alger se feront tous les dimanches, mardis et jeudis à 18h40.

G. H.

Chlef

Saisie de pierres de météorites

Des pierres de météorites de différentes tailles ont été saisies par la Brigade de recherches et d'investigation (BRI), relevant du groupement territorial de la gendarmerie nationale à Chlef, qui a, également, procédé à l'arrestation d'une personne, a indiqué, mardi, un communiqué rendu public par ce corps sécuritaire.

Selon le document, cette opération a été réalisée grâce à l'exploitation d'informations portant sur une personne (56 ans) en possession de pierres de météorites.

Une souricière tendue à l'individu en question a permis son interpellation, avec la découverte, dans son véhicule, selon le même communiqué, de 16 pierres de météorites, totalisant un poids de 400,8 g. Outre la saisie d'un grand poignard et d'une petite boîte contenant deux pierres rondes, est-il précisé de même source.

Le mis en cause dans cette affaire a été conduit au siège de la BRI, pour complément d'enquête, a conclu le communiqué.

T. L.

M'sila

S'importantes sommes en devises saisies

Les services de police et de l'inspection des Douanes de la wilaya de M'SILA ont saisi courant de cette semaine d'importantes sommes d'argent en devises, a indiqué mardi le commissaire de police chargé de la communication auprès de la sûreté de wilaya, Saïd Boukhari.

Il s'agit de 59700 euros, 3 620 dollars us, 1 189 riyal saoudien, 1 090 dinars tunisiens et 1 000 livres sterling, a précisé Saïd Boukhari, ajoutant qu'il a été procédé également à la saisie de 23 millions de dinars représentant des revenus d'opérations de change.

La saisie a pu avoir lieu grâce à des informations faisant état d'une activité suspecte de change de monnaie, suite à quoi une enquête a été ouverte par la Police judiciaire et les éléments des douanes ayant permis d'élucider l'affaire, d'identifier, puis d'arrêter trois individus qui seront présentés devant les instances judiciaires pour "violation de la législation sur les échanges monétaires", a indiqué le commissaire de police Saïd Boukhari.

F. O.